REVUE DE PRESSE



La COI dans les médias entre Le 09 et le 22 août 2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Sommet des chefs d'état de la Commission de l'Océan Indien.....2
Tourisme.....9
Agriculture.....20
Energie renouvelable.....24
Santé.....
Coopération.....52
Environnement.....55

Retrouvez les retombées média (presse écrite, presse en ligne, radio et télévision) parus cette semaine dans la presse régionale et internationale. Les propos tenus dans ces documents n'engagent que leurs auteurs. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommet des chefs d'état de la Commission de l'Océan Indien

Al-watwan du 13/08/2014

Le IVème sommet de la Coi en dix questions

Al-watwan répond ici aux questions que vous vous posez régulièrement sur le IVème sommet de la Commission de l'océan Indien (Coi), prévu à Moroni le 23 août prochain.

Le sommet de la Coi, c'est quoi?
Le sommet de la Commission de l'océan Indien (Coi) est l'organe suprême de l'institution régionale. Il réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des cinq pays membres (Comores, Madagascar, France/Réunion, Maurice et Seychelles) et trace *«les orientations stratégiques, qui sont ensuite déclinées en objectifs et en actions par le Conseil des ministres»*. Le Sommet de Moroni est le quatrième du nom après celui du 22 juillet 2005 à Madagascar.

Quel est l'ordre du jour de ce IVème sommet?
Le thème général de ce grand rendez-vous de la région est «*Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble*». L'objectif est de *«donner à la Coi l'impulsion politique et stratégique nécessaire dans la construction d'une Indianocéanie toujours plus solidaire et de croissance durable»*. Connectivité régionale, élargissement de l'organisation régionale, changement de dénomination, autonomisation de la Coi par des financements innovants,... Ce sont autant de sujets inscrits à l'ordre du jour. Suite au glissement de terrain à Mahalé, qui a contraint plusieurs centaines de familles à un déplacement temporaire, en juin dernier, les Comores ont proposé que le thème des changements climatiques soit débattu par ce quatrième Sommet.

Quels sont les enjeux de ce Sommet?
Au-delà de l'ambition portée par le secrétariat général de la Coi de faire de l'intégration régionale une réalité, il y a surtout le débat autour de la dénomination de l'organisation. Commission ou communauté? Les cinq Etats membres ne sont pas sur la même longueur d'onde. Les Comores ne veulent plus entendre parler d'un changement d'appellation, craignant surtout que le concept de *«communauté»* n'ouvre la voie à une intégration de l'île de Mayotte dans l'ensemble sous-régional en tant qu'entité à part entière. Il se posera également la question de l'élargissement de la Coi à d'autres pays candidats dont le Sri-Lanka. Ce sommet, qui interviendra une semaine avant celui des Peid (Petits Etats insulaires en développement) prévu aux Iles Samoa début septembre, sera aussi l'occasion d'élaborer une plate-forme commune.

Préparatifs : Qui fait quoi?
Pour préparer dans les meilleures conditions la tenue de ce IVème sommet de la Coi, le gouvernement a mis en place un Comité national multidisciplinaire chargé des questions d'hébergement, de securité, de transport et de protocole des différentes délégations. Il comporte aussi une cellule de communication. A côté de ce Comité national, que chapeaute l'ancien ministre Abdourahim Said Bacar, une commission technique dirigée par le secrétaire général du ministère des Relations extérieures (Mirex) travaille d'arrache-pied, en liaison avec le secrétariat général de la Coi.

Avant le Sommet, y aura-t-il des réunions officielles?
Comme lors des trois derniers sommets, celui de Moroni sera précédé, la veille soit le 22 août, d'une conférence des ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres de la Coi. Ce Conseil ministériel, qui sera présidé par le chef de la diplomatie malgache (Madagascar assurant la présidence dudit Conseil) devra affiner les thèmes à l'ordre du jour. Il est habituellement précédé d'une réunion des Opl (Officiers permanents de liaison).

Quel est le rôle du Secrétariat général de la Coi dans ce Sommet?
Si le pays hôte assure l'organisation du Sommet, il appartient, cependant, au secrétariat général de l'organisation régionale, en collaboration avec les Etats membres, de fixer l'ordre du jour et d'élaborer le programme. C'est aussi le siège qui assure la traduction concrète des recommandations et autres suggestions aussi bien du Conseil des ministres que du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

Quelles contributions les partenaires au développement ont-ils apportées au gouvernement comorien?
La France a dépêché à Moroni des instructeurs pour dispenser des formations à la gendarmerie nationale dans le domaine de la sécurité et de la protection rapprochée de hautes personnalités. Les Seychelles assurent aussi des formations sur le protocole au profit des cadres du Mirex. D'autres partenaires ont mis la main à la poche. C'est le cas du Maroc et de la Ligue des Etats arabes qui ont, respectivement, débloqué 197 millions et 100 millions de francs pour appuyer le gouvernement comorien.

Combien de journalistes sont-ils attendus?
Avant le report du sommet, le Mirex avait reçu près d'une centaine de demandes d'accréditation. Des journalistes français, mauriciens, malgaches, seychellois et d'autres organes de presse non regionaux sont attendus à Moroni.
Deux salles leur sont affectées, selon l'équipe de communication du Comité national chargé de préparer le Sommet. Les journalistes locaux seront près d'une trentaine.


Moroni le 25 juillet dernier

Que compte faire le gouvernement pour accroitre la visibilité de la Coi aux Comores?
Dans une interview qu'il a accordée à un mensuel de la place, le ministre des Relations extérieures, El-Anrif Said Hassane a souligné la nécessité de renforcer *''la présence de la Coi aux Comores»*. Ainsi, a-t-il annoncé que le gouverneur de Ngazidja allait mettre *''à la disposition du gouvernement un terrain qui va être aménagé et baptisé Parc de la Coi''*. De même, une avenue de la capitale, Moroni, portera prochainement le nom de l'organisation régionale.

Qui présidera les travaux de ce IVème Sommet de la Coi?
C'est le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, qui va assurer la présidence des travaux de ce IVème Sommet. En effet, c'est la Grande Ile qui préside actuellement le Conseil des ministres de la Coi. Il s'agit d'un retour triomphal de Madagascar sur la scène régionale après plusieurs années de crise politico-institutionnelle.

Rassemblées par
Mohamed Inoussa

AL-MADINA University for sciences & technology

جامعة المدينة الخاصة للعلوم والتكنولوجيا

COMMUNIQUE

تعلن جامعة المدينة الخاصة للعلوم والتكنولوجيا عن بدأ التسجيل في كلياتها للعام الدراسي **2015-2014** في الاختصاصات التالية:

Les inscriptions à l'Université privée AlMadina de sciences et technologies sont ouvertes pour la 3e promotion de l'année académique 2014/2015. Les bacheliers désirant poursuivre leurs études supérieures peuvent s'inscrire auprès du secrétariat de cette institution, sise a Mavingouni. L'Université AlMadina de sciences et technologies est composée des établissements suivants :

FACULTES	Nombre d'années	Condition d'admission	الكليات المتوفرة
Faculté de Médecine	6	Bac D, C et A1*	كلية الطب
Faculté de Médecine dentaire	5	Bac D, C et A1*	كلية طب الأسنان
Faculté de Pharmacologie	5	Bac D, C et A1*	كلية الصيدلة
Faculté de Soins Infirmiers	4	Bac D, C, A1 et A4*	كلية التمريض
Faculté de Génie informatique	4	Bac D, C et A1*	كلية علوم الحاسبات
Faculté de Lettres (Arabe/Anglais)	4	Bac D, C, A1 et A4*	كلية الآداب (عربي/ انكليزي)
Faculté de Droit	4	Bac D, C, A1 et A4*	كلية القانون
Faculté Management et économie	4	Bac D, C, A1 et A4*	كلية الإدارة والاقتصاد

LES PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION SONT :
1-Photocopie du diplôme du baccalauréat légalisé
2-Photocopie du Relevé des notes légalisé
3- 4photos
4-Bulletin des notes de 1ère et terminal
5- Certificat médical
6- Un extrait de naissance
7- Demande manuscrite

POUR PLUS D'INFORMATION, vous pourrez prendre contact avec le secrétariat :
Tél : (+269) 322 1407/321 1266 /763 2909
E-mail: universityalmadina_comores@yahoo.com
NB : * Etude de dossier



http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Le-IVA-me-sommet-de-la-Coi-en-dix-questions&actu_id=6861

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION



COMMISSION DE L'OCÉAN

La rencontre entre François Hollande et l chefs d'État en point d

Le ministre des Affaires étra Arvin Boolell a quitté le pay la mi-journée pour les Como



8 mercredi 20 août 2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

La rencontre entre François Hollande et les chefs d'État en point de mire

Le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell a quitté le pays à la mi-journée pour les Comores

Le IVe sommet de la Commission de l'océan Indien, qui a été été reporté in extremis fin juillet après le crash d'un vol d'Air Algérie au Mali, aura définitivement lieu à Moroni samedi prochain. « Cette réunion sera dominée par la rencontre que doit avoir le Président de la République française avec les dirigeants des pays de la région », a déclaré à la mi-journée le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell avant de quitter le pays pour Moroni via Nairobi.

Le sommet sera l'occasion, selon Arvin Boolell, de traiter des sujets consensuels comme la sécurité maritime et les infrastructures, ou encore l'érosion côtière, entre autres. Il sera également question de l'économique océanique et de la création d'un bureau chargé notamment de collecter les informations sur les ressources marines et sur la sécurité dans la région. Maurice est d'ailleurs intéressée à accueillir ce centre, qui revêt une importance stratégique dans la région. Les sujets susceptibles de provoquer des controverses ne figurent

tique et stratégique à la COI. »

Pour sa part, le Président de la République française, François Hollande, est attendu à Moroni samedi. Il sera d'abord à La Réunion, où il est attendu demain. Cette première étape de sa tournée de 72 heures dans l'océan Indien lui permettra d'aborder des dossiers économiques, sociaux et internationaux. Il se rendra vendredi à Mayotte, devenue le 101e département français en 2011, avant de se rendre aux Comores samedi pour un sommet régional.

À La Réunion, où François Hollande se rendra

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN: La rencontre entre François Hollande et les chefs d'État en point de mire

Le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell a quitté le pays à la mi-journée pour les Comores

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 20 AOÛT, 2014 - 16:45



Le lVe sommet de la Commission de l'océan Indien, qui a été été reporté in extremis fin juillet après le crash d'un vol d'Air Algérie au Mali, aura définitivement lieu à Moroni samedi prochain. « Cette réunion sera dominée par la rencontre que doit avoir le Président de la République française avec les dirigeants des pays de la région », a déclaré à la mi-journée le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell avant de quitter le pays pour Moroni via Nairobi.

Le sommet sera l'occasion, selon Arvin Boolell, de traiter des sujets consensuels comme la sécurité maritime et les infrastructures, ou encore l'érosion côtière, entre autres. Il sera également question de l'économique océanique et de la création d'un bureau chargé notamment de collecter les informations sur les ressources marines et sur la sécurité dans la région. Maurice est d'ailleurs intéressée à accueillir ce centre, qui revêt une importance stratégique dans la région. Les sujets susceptibles de provoquer des controverses ne figurent pas à l'ordre du jour.

Le ministre des Affaires étrangères, qui se voit obligé de passer par Nairobi pour se rendre aux Comores, estime que cela démontre l'importance de développer une compagnie aérienne régionale. M. Boolell participera à une réunion du conseil des ministres de la COI vendredi. Il sera rejoint par le Premier ministre samedi. Jean-Claude de l'Estrac, qui a terminé sa tournée africaine en tant que candidat à la succession d'Abdou Diouf à la tête de la Francophonie, sera aux Comores aujourd'hui ou demain. Il a été reçu en grande pompe mardi par le président du Gabon, Ali Bongo. Interrogé récemment par Le Mauricien au sujet de la pertinence de ce sommet, il avait affirmé : « Ce sera le sommet de la consolidation (...) Entre

le sommet d'Antananavivo, il y a neuf ans, et celui de Moroni cette semaine, de nouveaux axes stratégiques ont été développés. Nous disposons désormais d'un plan stratégique visant à mettre en œuvre ces stratégies. La connectivité aérienne et maritime, ainsi que la connectivité numérique, figurent parmi nos priorités. Le sommet permettra de donner une nouvelle impulsion politique et stratégique à la COI. »

Pour sa part, le Président de la République française, François Hollande, est attendu à Moroni samedi. Il sera d'abord à La Réunion, où il est attendu demain. Cette première étape de sa tournée de 72 heures dans l'océan Indien lui permettra d'aborder des dossiers économiques, sociaux et internationaux. Il se rendra vendredi à Mayotte, devenue le 101e département français en 2011, avant de se rendre aux Comores samedi pour un sommet régional.

À La Réunion, où François Hollande se rendra pour la première fois depuis son élection, il sera question d'emploi et de développement économique. Près de 30% des Réunionnais sont en effet enregistrés comme chômeurs, donc 60% de jeunes, tandis que 42% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2010.

Le président Hollande posera également la première pierre de l'extension du principal port de La Réunion. Ce département se positionne également comme un port stratégique au carrefour des lignes maritimes vers l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Sud. L'objectif est de faire de l'Île Sœur un "hub de transbordement" régional en lui permettant d'accueillir des porte-conteneurs géants de dernière génération.

À Mayotte, où il se rendra vendredi, François Hollande rencontrera les élus de l'île appelés à plancher sur le "document stratégique Mayotte 2025", qui fixera les grandes lignes du développement du plus jeune département français pour la décennie à venir. La COI réunit Madagascar, les Seychelles, Maurice, les Comores et la France.

http://www.lemauricien.com/article/commission-l-ocean-indien-la-rencontre-entre-francois-hollande-et-les-chefs-d-etat-en-point-

Le Défi
QUOTIDIEN



T.L.

Sommet de la COI

Le gouvernement affrète un avion pour le déplacement du PM

C'est par un avion affrété que le Premier ministre Navin Ramgoolam et sa délégation se rendront ce vendredi à Moroni, la capitale des Comores, pour assister à l'IVE Sommet de la Commission de l'océan Indien.

La délégation embarquera sur un A319 d'Air Mauritius. Elle devrait retourner au pays dimanche. Au niveau de la compagnie d'aviation nationale, l'on confirme l'information. On précise que ce n'est pas Air Mauritius qui paie pour ce « charter spécial », mais que c'est le gouvernement qui loue l'appareil et ce faisant prend en charge les coûts.

« Nous sommes une compagnie privée cotée en Bourse et ne pouvons donc pas prendre les charges à nos frais. Qu'un avion soit affrété par le gouvernement, cela s'est déjà produit dans le passé, comme pour transporter des athlètes aux Jeux des îles de l'océan Indien », explique-t-on à Air Mauritius.

À noter qu'aucun vol direct ne relie Plaisance à Moroni. Par correspondance normale, il faut passer soit par La Réunion, par Madagascar, par l'Afrique du Sud ou par le Kenya. Plaisance-Moroni, c'est environ deux heures de vol. Cependant, passer par une escale rallongerait fortement la durée du trajet.

Chez Air Mauritius, l'on fait remarquer qu'affréter un avion n'est pas nécessairement plus cher que passer par un vol commercial « normal ». « Tout dépend du nombre de passagers qui embarquent sur le vol et de ce que le coût des billets aurait été si tout ce monde passait par un vol commercial », affirme-t-on.

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

La Gazette des Comores du 14/08/2014

Les Comores de nouveau prêtes pour accueillir le 4e sommet

Like 0 Tweet 0 Pin it Share

Suite au report du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien, le comité d'organisation se dit de nouveau prêt pour accueillir le sommet. Ils ont encore une fois confirmé la présence de tous les chefs d'Etat des pays membres de la COI.



Le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien aura bel et bien lieu le 23 Aout prochain à Moroni. Le comité d'organisation dudit sommet s'est entretenu avec la presse pour échanger sur les préparatifs de cet évènement et ils se montrent encore rassurants pour la tenue du sommet dans les meilleures conditions. « C'est notre premier entretien avec la presse depuis le report du sommet en juillet dernier. Dans l'état actuel des choses, les préparatifs vont bon train. On ne fait que des petites rectifications sur certains points », déclare Mmadi Ali, conseiller spécial du président de la République et membre du comité d'organisation de ce 4e somme de la COI. Cet ancien ministre indique que toutes les conditions sont réunies pour faire de ce sommet une réussite. « A l'heure actuelle, il n'y a aucun inconvénient. Le sommet se tiendra dans les meilleures conditions », poursuit-il.

Cet ancien directeur de cabinet du président Ikililou apprécie aussi l'apport de la presse pour les préparatifs de ce 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI. « La presse nationale a fait un apport positif de ce sommet. Une chose qui nous a rendu la tâche facile pour l'organisation de l'évènement», avance-t-il. Concernant le sommet en soit, il se tiendra le samedi 23 Aout dans la journée, contrairement à la première tentative. Mmadi Ali a également confirmé la présence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la COI. Il a annoncé la sensibilisation des associations féminines des villages de l'aéroport Hahaya jusqu'à Moroni pour accueillir les hôtes de marque. « Je sais qu'il y a des présidents qui apprécient les bains de foule», dit-il.

De son côté, Soilihi Mohamed Soilih, chargé de la communication au sein du comité d'organisation du sommet a tenu lui aussi à rassurer du bon déroulement des préparatifs pour ce 4e sommet. « Nous nous sommes préparés à affronter d'éventuels problèmes de dernière minute. Mais globalement, tout est prêt pour accueillir le sommet », indique-t-il. La presse nationale reste elle par contre toujours sur sa faim, avide de connaitre les thèmes des débats et les enjeux de ce 4e sommet de la COI.

Mohamed Youssouf

ADVANCE

ADVANCE du 08/08/2014

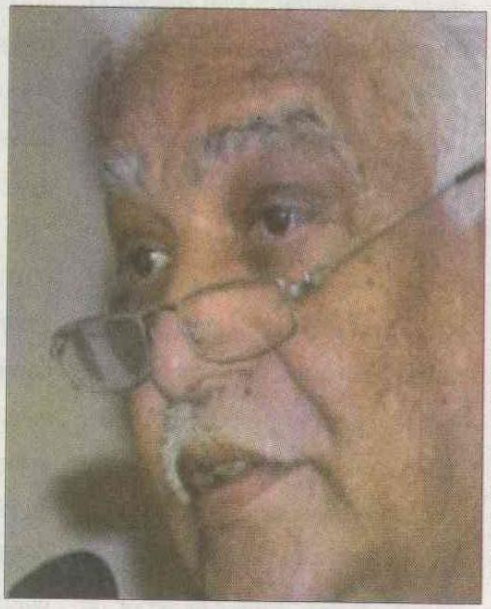
IV sommet de la Coi : La date du 23 août est annoncée

Le ministère des Relations extérieures (Mirex) a annoncé avoir trouvé un «accord de principe» sur la tenue du IVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (Coi) vers «fin août» à Moroni. L'information a été confirmée, samedi, par le conseiller en communication du ministre des Relations extérieures, Mouigni Abdou. «La commission d'organisation du sommet et le Mirex ont repris les travaux pour finaliser les derniers points relatifs à cet évènement. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que le sommet aura bien lieu à Moroni vers la fin de ce mois d'août mais la date exacte n'a pas été arrêtée», a-t-il confié.

Des médias français ont déjà avancé la date du 23 août pour l'organisation de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi. «Nous avons adressé des correspondances à tous les pays membres de la Coi. Nous attendons la confirmation de tous les pays pour arrêter la date» insiste-t-on au Mirex.

Pour rappel, l'accident du vol AH5017 d'Air Algérie, survenu le 24 juillet et qui a coûté la vie à 116 passagers et membres d'équipage dont 54 français est à l'origine du report du sommet qui devait alors se tenir 48 heures après. «La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IVe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement», a annoncé le patron de la diplomatie comorienne, El-Anrif Saïd Hassan, à la veille de l'organisation du grand évènement.

Selon les services de communications du Mirex, la campagne de mobilisation et de sensibilisation va reprendre dès cette semaine. Pour l'heure, le programme des activités n'a pas reçu de modifications. Ce



Source : Comores-Actualités.com

quatrième grand rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi aura toujours comme thème : «Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble».

Le secrétaire général de la Coi a précisé, le 24 juillet dernier, lors de la réunion des Officiers permanents de liaison (Opl), que le thème central du sommet tournera autour de la «connectivité». «Aujourd'hui, la mobilité au sein de l'espace Coi est problématique, le coût de transport est élevé, les échanges économiques et commerciaux sont difficiles; il faut faire quelque chose», soutient Jean Claude de l'Estrac.

Par ailleurs, l'important dispositif sécuritaire sera reconduit dans l'axe routier de l'Aéroport International vers la capitale, a en croire toujours, le Mirex. «Nous craignons une forte perturbation de la circulation routière dans cette période de célébrations des grands mariages», a laissé entendre Mouigni Abdou.

Al-watwan du 11/08/2014

Le coût du IV^{e} sommet de la Coi estimé à 1 million d'euros

L'archipel des Comores a préparé le IV^{e} sommet de la Coi depuis des mois. A ce jour, la somme de près d'un million d'euros a été déboursée pour recevoir les chefs d'Etat.

Le sommet de la Commission de l'Océan indien, reporté fin juillet après le crash de l'avion d'Air Algérie, aura lieu à Moroni le 23 août, a annoncé mardi le secrétaire général de la Coi, Jean-Claude de l'Estrac. Un sommet qui a engendré des coûts d'environ 1 million d'euros, soit un peu moins d'un demi milliard de francs comoriens. Selon *Indian Ocean Times*, cette somme a été répartie dans la réhabilitation de certains bâtiments publics. Le palais présidentiel de Beit-Salam où est programmé le dîner protocolaire, l'Assemblée nationale où sera organisée la cérémonie d'ouverture ainsi que le ministère des Relations extérieures.

Par ailleurs, le quotidien précise que les rues principales ont été nettoyées afin de recevoir les différents cortèges officiels. D'autres infrastructures ont été également améliorées, telle que la clinique de l'hôpital de Moroni qui a été adaptée aux besoins spécifiques liés aux cas d'urgences médicales de crise. Enfin, la villa où François Hollande résidera a aussi été rénovée. Celle-ci est implantée dans l'hôtel Itsandra Beach.

Le président François Hollande est attendu à la Réunion le 21 août, puis le lendemain à Mayotte, seule île des Comores restée française à l'indépendance de l'archipel en 1975. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, Madagascar.

Outre le président français pour le compte de France/Réunion, on attend la présence à Moroni des présidents malgache et Seychellois, Hery Rajaonarimampianina et James Alix Michel, et le Premier ministre mauricien Navin Ramgoulam.

Avec dépêche

Tourisme

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ARRIVÉES TOURISTIQUES : En dépit de la progression de 4,3%, les opérateurs peinent à garder la tête hors de l'eau

Article paru dans Week-End | 17 août, 2014 - 14:30



Avec 572,632 visiteurs de janvier à juillet, le taux d'arrivées touristiques pour les sept premiers mois de 2014 affiche une progression de 4,3%, comparée à celle enregistrée pour la même période l'année dernière. Le mois de juillet 2014 enregistre, avec 81,935 visiteurs, une progression de 5,9% comparé à juillet 2013 où 77,374 personnes ont foulé le sol mauricien. Si cette donne confère une certaine positivité pour notre industrie touristique, de nombreux petits opérateurs disent peiner à garder la tête hors de l'eau. Restaurateurs, petits hôtels, chauffeurs de taxi, plaisanciers et autres acteurs du secteur disent avoir du mal à se positionner, notamment en raison des arrivées touristiques en provenance d'Europe en baisse ou stagnantes et qui "pèsent lourd sur la balance", représentant un manque à gagner conséquent.

De janvier à juillet, Maurice a accueilli 572,632 visiteurs, soit 4,3% de plus de touristes qu'en la même période en 2013. Une progression notée principalement sur la région Asie qui enregistre une croissance de 25,6%, avec une hausse de 80% du nombre de visiteurs en provenance de la Chine, s'élevant à 38,512

touristes pour la période janvier-juillet 2014. En 2013, le nombre de Chinois ayant visité le pays s'élevait à 21,401 et pour juillet 2014 uniquement, 6,574 Chinois ont foulé le sol mauricien, soit une hausse de 52,5%, comparé à juillet 2013 où 4,311 touristes Chinois étaient venus à Maurice.
Si les chiffres publiés par le bureau des Statistiques sont positifs dans l'ensemble, il n'en demeure pas moins que les arrivées sur certains marchés, dont l'Europe, notre principal pourvoyeur, restent inquiétantes. D'autant que le nombre d'arrivées en provenance de notre principal marché, la France, accuse une baisse de 4%, avec 133,674 arrivées en janvier-juillet 2014, contre 139,224 pour la même période en 2013.
Le mois de juillet 2014 n'a pas été bénéfique pour le marché français qui enregistre une baisse de 1,4% du nombre d'arrivées, avec 14,822 visiteurs contre 15,030 en juillet 2013. Idem au niveau du marché allemand qui, s'il connaît une croissance de 2,3% pour les 7 premiers mois de 2014, a enregistré une baisse de 3,6% en juillet 2014 avec 2,943 arrivées contre 3,054 en juillet 2013.
Le taux d'arrivées d'Italie flanche également, le nombre de visiteurs s'élevant à 15,535 en janvier-juillet 2014, contre 16,054 en 2013. Si avec une croissance de 10% – 57,574 arrivées depuis le début de l'année contre 52,320 de janvier à juillet 2013 –, le marché britannique sauve la mise, le marché russe – que les autorités mauriciennes tentent d'intégrer dans les marchés émergents – accuse une baisse de 14,8% avec 7,933 visiteurs en janvier-juillet 2014, contre 9,309 en 2013.

L'Inde, également décrite par les autorités comme un des marchés émergents, a elle enregistré une croissance de 2.9% avec 37,686 voyageurs ayant foulé le sol mauricien. L'Afrique du Sud se démarque avec une croissance de 27% pour le mois de juillet 2014, enregistrant 7,689 visiteurs contre 6,054 en juillet 2013, conférant au marché sud-africain une croissance totale de 1,5% pour les 7 premiers mois de l'année, avec 47,691 visiteurs contre 46,994 pour la même période en 2013. Le marché réunionnais enregistre, lui, une hausse 0,5%, le nombre d'arrivées s'élevant à 84,270 en janvier-juillet 2014 contre 83,821 en 2013. L'Australie accuse une baisse de 6.8%, le nombre de visiteurs s'élevant à 9,736 en janvier-juillet 2014 contre 9,810 en 2013.

Inquiétude

Ces chiffres publiés par le Bureau central des Statistiques, en début de la semaine dernière, sont diversement commentés par les professionnels du tourisme. Les observateurs avertis rappellent que juin-juillet-août sont des mois difficiles pour le secteur. Plusieurs professionnels soutiennent, d'ailleurs, que "la

tendance n'est pas si mauvaise, car avec une progression de 4.3% pour les sept premiers mois de l'année, nous faisons un peu mieux qu'en 2013."
Cependant, au niveau des petits opérateurs, la situation est décrite comme étant "pénible." Restaurateurs, chauffeurs de taxi, plaisanciers et autres fournisseurs de services témoignent de la difficulté à garder la tête hors de l'eau. Depuis la crise, disent-ils, le secteur s'est assombri, la situation est globalement difficile et la saison creuse renforce la morosité. "Il y a quelques années, même en période creuse, je sortais une centaine, voire 200 clients par jour en bateau. Aujourd'hui, c'est à peine si je peux faire sortir une cinquantaine en une semaine", dit un plaisancier de la région ouest. Même son de cloche au niveau des chauffeurs de taxi qui se plaignent de rester pratiquement toute la semaine en stationnement dans les parcs, en attendant qu'un client se pointe. "Les clients ne sortent plus des hôtels", disent-ils, soutenant que "non seulement le concept All-inclusive des hôtels est en train de tuer les petits opérateurs, mais aussi les clients ne dépensent plus." Les touristes qui ne vont pas dans les grands hôtels, préférant de louer des villas privées ou des bungalows, n'ont pas les moyens de trop dépenser. "Ils se contentent du dépaysement et de se reposer sur la plage. Ils feront une sortie, un resto, une attraction, mais pas plus. Pour eux, le billet d'avion était déjà cher. Ils réduisent au maximum les dépenses", avancent plusieurs opérateurs.

Lèche-vitrine

C'est ce que font également ressortir les gérants de magasins, soulignant que si ce n'est pour faire du lèche-vitrine, ils ne reçoivent pratiquement plus de visite des touristes. Un manque à gagner également pour les chauffeurs de taxi qui ne perçoivent, dès lors, plus les commissions qu'ils devraient en apportant les clients. "Les touristes qui viennent n'ont pas d'argent à dépenser. Ils ne veulent même pas se rendre dans les magasins. D'ailleurs, ce n'est plus la peine pour eux de sortir des hôtels puisque tout est inclus dans leurs offres", déplorent les petits opérateurs. La situation est tout aussi critique au niveau des restaurateurs sur la côte, apprend-on. Qu'il s'agisse du repas de midi ou de celui du soir, que ce soit en semaine ou en week-end, les tables en salles de restaurant restent vides. Tant et si bien que de nombreux restaurateurs se sont retrouvés contraints de réduire leur personnel.

Une situation à double tranchant, car dans beaucoup de restaurants, avec la réduction du personnel, la qualité du service a baissé, note la clientèle. Des touristes témoignent avoir attendu plus d'une heure devant un restaurant pour y avoir accès et encore plus d'une heure pour se voir servir leur plat, le serveur,

débordé, se trompant même dans les commandes. “On ne reviendra plus dans ce restaurant car le service laisse à désirer”, disent-ils.

Touristes chinois v/s touristes européens

Les petits opérateurs se disent “très inquiets” de leur avenir. “Nous savons qu’en saison creuse, on a du mal à se positionner. Mais la situation dure depuis plusieurs années maintenant et même durant la haute saison, nous avons d’énormes difficultés à joindre les deux bouts et à rembourser nos dettes. Aujourd’hui, le taux de touristes qui fréquentent Maurice a baissé. Même si les statistiques montrent une croissance de 4,3%, la réalité est pénible”, disent-ils. Et de faire ressortir que si le nombre de visiteurs des pays d’Asie augmente, “les touristes chinois ne sont pas comme les européens. Nous avons beaucoup de mal avec cette nouvelle clientèle qui, outre un mode de vie différent, communique difficilement.” C’est la raison pour laquelle les petits opérateurs estiment que “des efforts concertés doivent être faits sur le marché européen afin de rétablir cette clientèle qui a toujours privilégié Maurice mais qui, aujourd’hui, en raison d’un manque de finances et de la cherté du billet d’avion sur l’île, préfère aller aux Maldives ou aux Seychelles.”

http://www.lemauricien.com/article/arrivees-touristiques-en-depit-la-progression-43-les-operateurs-peinent-garder-la-tete-hors-

Seychelles NATION

Pour un tourisme soutenable et durable dans l'Océan Indien

13-August-2014



L'Océan Indien doit s'inspirer de l'effort, du parcours et de la réussite des Seychelles dans le domaine touristique.
C'est ce qu'a déclaré le Ministre seychellois du Tourisme et de la Culture, M. Alain St. Ange.

Le ministre St. Ange parlait hier soir à l'Hôtel Coral Strand de Beau Vallon lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion régionale sur le Tourisme Soutenable et Durable.

La rencontre de deux jours qui représente une initiative de partenariat sur le tourisme durable dans les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), fait suite à une première conférence tenue en marge de la dernière réunion préparatoire de le 3e Conférence des PEID tenue le 23 juin dernier au siège des Nations Unies à New York.

L'Objectif étant de préparer un agenda commun en vue de la prochaine Conférence Internationale de Samoa du 1er au 4 septembre prochain et de développer des stratégies innovantes favorisant un tourisme durable comme facteur de compétitivité.

Le ministre St. Ange s'addressant aux invités et participants de la conférence



S'adressant aux invités qui comprenaient les experts de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et des représentants des secteurs touristiques et culturels des pays participants à savoir Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar, M. St. Ange a remercié l'OIF pour son soutien technique et financier. Il a souligné que les petits états insulaires en voie de développement doivent protéger les atouts qui gardent l'industrie du tourisme vivante et doivent rendre la nature accessible aux touristes. Dans cet optique, il a présenté l'exemple des Seychelles qu'avec, a-t-il dit, cinquante pourcent de son territoire comme réserve naturelle et deux sites du patrimoine mondiale de l'UNESCO, sont déjà conscients que pour un tourisme durable et soutenable nous devons protéger notre environnement.

Il a cependant rajouté que la volonté politique en elle-même ne suffit pas, mais qu'elle doit être suivie par l'ensemble de la population, à commencer par les enfants dans les écoles.

« Le tourisme durable et soutenable n'est pas un ministère, mais l'ensemble du peuple. J'espère que cette rencontre va nous permettre de faire du progrès dans ce sens », a dit M. St. Ange.

Quant au directeur du Bureau Régional des Actions Culturelles de l'OIF (BRAC) M. Kanel Engandjak Ngoulou, il a salué la volonté des Seychelles à accueillir cette réunion, volonté qui montre la motivation du pays à développer un tourisme soutenable et durable.

Il a rajouté que l'OIF est un laboratoire de développement durable où elle peut contribuer à créer une prestation touristique de qualité dans la région.

Il a souhaité que suite à cette réunion et en vue de Samoa, des projets phares soient présentés afin de faire de l'Océan Indien une région touristique plus dynamique.

http://www.nation.sc/article.html?id=242662

Reunionnaisdumonde.com

Tourisme dans l'océan Indien : pour une coopération entre les îles



L'Océan Indien abrite de magnifiques îles : Maurice, Madagascar, Rodrigues, Mayotte, les Seychelles, et La Réunion sont les plus connues du sud-ouest de la zone. Le secteur touristique a fort à gagner que de promouvoir l'ensemble de la zone Océan Indien plutôt que chaque île indépendamment.

L'Océan Indien abrite de magnifiques îles : Maurice, Madagascar, Rodrigues, Mayotte, les Seychelles, La Réunion... Elles ont toutes leurs spécificités culturelles, paysagères, ou encore économiques, et ont un fort potentiel touristique. Elles ont également à faire face aux mêmes problématiques en tant que zones insulaires tropicales dans un contexte d'adaptation au changement climatique et à ses conséquences sur les territoires.

Des acteurs clés, telles que la Commission de l'Océan Indien, agissent afin de favoriser la coopération entre les îles de la zone à l'échelle de plusieurs secteurs d'activités. Le secteur touristique a fort à gagner que de promouvoir l'ensemble de la zone Océan Indien plutôt que chaque île indépendamment. C'est d'ailleurs une forte volonté de la Région Réunion que d'aller dans ce sens :

« Notre action doit aussi prendre en compte la situation géographique de La Réunion, à proximité immédiate de Maurice notamment. Nous devons inscrire notre stratégie dans une dynamique régionale de coopération avec nos voisins et tirer profit du développement global du tourisme dans la zone Océan indien. La proposition faite par la Commission de l'Océan Indien de la création d'un label " Océan Indien " va exactement dans le sens de la politique que nous voulons impulser. » (Extrait de l'intervention de Didier Robert dans le cadre de la nouvelle politique Régionale pour le Tourisme - Juin 2010).

Proposer des « tours » pour découvrir les îles de l'Océan Indien dans un esprit « responsable », en permettant aux touristes de résider dans des structures d'accueil respectueuses de leur confort et de l'environnement, en proposant des activités qui favorisent l'emploi local et promeuvent les savoir-faire et les produits des îles, qu'ils soient artisanaux ou d'ordre industriel, en sensibilisant et en donnant les moyens aux vacanciers d'agir de manière responsable pendant leur séjour : des pistes de co-développement à partager autour d'une seule et même table par les représentants des îles de l'Océan Indien.

http://www.reunionnaisdumonde.com/spip.php?article2867

newsmada.com

Tourisme : la crainte commence à s'installer

Mardi, 12 Août 2014 11:39



Le secteur du tourisme va toujours de pair avec la question de sécurité. C'est ainsi qu'avec la crise de 2009, le nombre de touristes arrivant dans la Grande île a régressé de façon importante. Avec les troubles sociaux dans la ville des fleurs, l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur leur impact sur le tourisme dans cette localité.

D'après le directeur exécutif de l'Office régional du tourisme de Boeny, Toky Armel Ranjatonantenaina, « *Pour l'instant, la situation est plus ou moins maîtrisée, mais on craint que si une solution durable n'est pas trouvée d'ici peu, cela aura un impact sur l'image touristique de Mahajanga* ».

Et lui d'ajouter que « *Nous sommes en pleine haute saison touristique et jusqu'à présent, malgré tout ce qui s'est passé jusqu'à maintenant, les vacanciers continuent à affluer. C'est notamment la période de l'année où tous les acteurs du secteur font le maximum de profit. Mais actuellement, leurs activités sont perturbées* ».

Pour Bakomalala Nirina, secrétaire général des tours opérateurs, « *Actuellement, les impacts ne se font pas ressentir mais des dispositions sont prises pour pallier toutes les situations qui se présenteront* ». « *Dans le pire des cas, nous évacuerons sur la capitale soit par voie aérienne, soit par voie routière mais le voyage se fera toujours dans la journée pour assurer la sécurité des voyageurs* », conclut-elle.

http://www.newsmada.com/index.php/economie/47323-tourisme--la-crainte-commence-a-sinstaller#.U-nvMGMtL3A

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

TOURISME : Les arrivées en progression de 5,9% le mois dernier

De janvier à juillet, Maurice a accueilli 572 632 visiteurs (+4,3%)
Article paru dans Le Mauricien | 11 août, 2014 - 18:00



Les arrivées touristiques ont augmenté de 5,9% en juillet 2014 pour atteindre 81 935 visiteurs, contre 77 374 pour le mois correspondant de 2013. Grâce à cette hausse, la progression dans le nombre de touristes pour les sept premiers mois de l'année se situe à 4,3% avec un total de 572 632 personnes.

Pour le quatrième mois consécutif, une croissance dans les arrivées touristiques a été notée. Selon les données publiées ce matin par Statistics Mauritius, les marchés européens, africains et asiatiques ont tous affiché des taux positifs le mois dernier. De l'Europe nous sont venus 38 110 touristes, soit une progression de 2,3% par rapport au niveau du mois correspondant de 2013. Premier marché européen, la France a accusé une très légère baisse de 1,4%, avec 14 822 touristes. Ce repli, ainsi que celui du marché allemand (-3,6% à 2 943), ont été compensés par la bonne tenue des marchés britannique (+7,9%, à 10 432) et suisse (+2,9%, à 2 050), alors que du côté de l'Italie, aucun changement n'a été noté.

Pour ce qui est de la région Afrique, les arrivées de La Réunion ont augmenté de 2,1% pour s'élever à 15 880 alors que le deuxième marché régional, l'Afrique du Sud, s'est réhabilité après sa contre-performance de juin 2014 pour afficher une croissance de 27% à 7 689. Quant au marché malgache, il a subi un recul de 1,5%, soit à 1 014.

La région Asie a enregistré la plus forte croissance avec 19,9%, la Chine se démarquant encore une fois avec une hausse de 52,5%, soit 6 574 visiteurs. L'Inde, le deuxième marché régional, a pour sa part accusé une baisse de 5,8% (4 513) alors que les Émirats Arabes Unis se sont relancés avec une croissance de 26,6% (1 062). Le plus fort taux de progression pour juillet 2014 est à mettre à l'actif de la Malaisie (+97,6%, à 334).

Le bilan pour la période janvier-juillet 2014 reste positif, le taux de croissance se chiffrant à 4,3% avec un total de 572 632 arrivées. L'Europe, avec une part de 53% du nombre total de visiteurs, a réalisé une croissance de seulement 1%. Le recul de 4% de la France (133 674 arrivées) ainsi que la baisse de 5,9% de l'Italie (15 535) ont été mitigés par les bonnes

performances du Royaume-Uni (+10%, à 57 574), de l'Allemagne (+2,3%, à 32 621) et de la Suisse (+6,7%, à 14 922).
Du côté de l'Afrique, les deux gros marchés, La Réunion (+0,5%, à 84 270) et l'Afrique du Sud (+1,5%, à 47 691), ont évolué en territoire positif alors que les autres îles du sud-ouest de l'océan Indien – notamment Madagascar, les Seychelles et les Comores – ont subi des revers.
L'Asie a terminé la période janvier-juillet 2014 avec une croissance générale de 25,6% (à 95 347). Les deux grosses locomotives que sont la Chine (+ 80%, à 38 512) et l'Inde (+2,9%, à 37 686) ont été à la base de cette performance. Il faut également signaler les performances des « petits » marchés, dont ceux de la Malaisie (+43,9%, à 1 852) et des Émirats Arabes Unis (+1,4%, à 4 852).
S'agissant de l'Océanie et du continent américain, on a noté un recul de 6,8% du marché australien (9 139 touristes) alors que les États-Unis (4 031) ont enregistré une hausse de 20,3%.

http://www.lemauricien.com/article/tourisme-les-arrivees-en-progression-59-mois-dernier

Agriculture



L’agriculture et le secteur minier toujours piliers de l’économie

LINFO.RE – créé le 7.08.2014 à 07h21 – mis à jour le 6.08.2014 à 14h45

SIPA-PAUZE MARC-ANDRE/SIPA

Avec un taux de croissance de 3 %, la lutte contre la pauvreté se poursuit tant bien que mal à Madagascar. Cette croissance résulte surtout de la bonne tenue du secteur agricole et du dynamisme des projets miniers.

Avec la loi de finances rectificative votée récemment auprès de l’Assemblée nationale, la situation actuelle présage qu’une grande majorité des Malgaches restera au seuil de la pauvreté jusqu’à la fin de cette année. Le régime du nouveau président Hery Rajaonarimampianina n’est pas loin du marasme économique auquel la population a vécu durant les 5 années de crise. Le contexte de dépréciation de la monnaie ne fait qu’empirer les choses et le régime n’a enregistré que 3 % de taux de croissance.

Cette croissance a été obtenue grâce au progrès de deux secteurs dans la Grande Ile, celui de l’agriculture et du secteur minier. Le quotidien *Midi Madagasikara* nous livre un extrait de la loi de finances rectificative justifiant cette croissance. *"Bien que le taux de croissance n’ait pas varié, les hypothèses par branches d’activités ont subi des modifications avec l’évolution de la conjoncture nationale et internationale. Cette croissance proviendra essentiellement de la bonne tenue de la branche agriculture, du dynamisme des projets miniers et de l’essor du secteur tourisme."*

En ce qui concerne le secteur minier, Hery Rajaonarimampianina et consorts misent beaucoup sur le projet d’Ambatovy, notamment sur les exportations de nickel et de cobalt. Durant le second trimestre de 2014, une production de 9 000 tonnes de nickel a été enregistrée, ce qui représente une hausse de 26 % par rapport à 2013. Pour ce qui est du cobalt, Sherrit en a produit 712 tonnes, soit une hausse de 14 % comparée à la production de l’année précédente.

http://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/649058-l-agriculture-et-le-secteur-minier-toujours-piliers-de-l-economie

www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée
La Gazette de la Grande Ile

Résilience, vulnérabilité et durabilité: Comment évaluer les systèmes agricoles ?

Mardi, 12 Août 2014 07:44

A Madagascar, dans la région du lac Alaotra, les exploitations agricoles sont confrontées à une multitude de risques. Quelles sont alors leurs capacités d'innovation et d'adaptation ?

Sur quels critères analyser leur vulnérabilité, leur résilience, leur durabilité ? Les chercheurs du Cirad ont sélectionné un certain nombre d'indicateurs, qui leur permettent d'évaluer et d'analyser ces paramètres. Une étape dans la construction d'un observatoire des agricultures du monde.

Dans des contextes agricoles soumis des chocs fréquents et variés, les producteurs doivent faire face à de multiples aléas climatiques et socio-économiques. Comment peuvent-ils innover et s'adapter ? Quelles sont les évolutions structurelles des formes d'exploitation agricole ? Comment les caractériser et comment analyser leurs évolutions et leurs contributions au développement ? Les chercheurs du Cirad se sont posé ces questions dans le cadre des systèmes de production de la région du lac Alaotra, à Madagascar.

L'Observatoire des agricultures du monde : du local au global

Ces interrogations rejoignent la problématique de l'Observatoire des agricultures du monde (OAM). Cette initiative internationale coordonnée par la FAO et impulsée par le Cirad vise à rassembler des informations sur les agricultures de plusieurs pays et sur leur évolution. La région du lac Alaotra, « grenier à riz » de Madagascar et creuset de l'innovation agricole, est l'un des sites pilotes de cette initiative.

Les travaux qui s'y déroulent permettront d'affiner le cadre conceptuel d'analyse des dynamiques agricoles et de tester les articulations entre différents dispositifs d'information. Ils sont réalisés avec les projets régionaux de développement agricole.

Leurs résultats sont ainsi directement utilisés par les projets pour adapter les actions en cours aux besoins réels des producteurs et pour développer des outils communs de suivi et d'intégration des processus d'innovation.

Identifier des indicateurs socio-économiques pertinents

A Madagascar, les chercheurs du Cirad ont collaboré avec le projet de mise en valeur des bassins versants du lac Alaotra (BV-lac). Ils ont aussi utilisé les données collectées par le réseau des observatoires ruraux, principal acteur du suivi des ménages agricoles, et par les réseaux des fermes de référence et du diagnostic agraire, ces deux derniers étant liés au projet

BV-lac.

En analysant ces données, ils ont pu définir des typologies, des stratégies et des tendances globales sur des échantillons représentatifs de ménages agricoles. Ils ont ainsi pu revisiter les notions de vulnérabilité, de résilience, de durabilité et de viabilité au niveau de l'exploitation agricole dans un contexte d'incertitudes multiples. Cette étude a aussi permis de dresser un bilan des différentes bases de données disponibles et de mettre en évidence leurs points forts et leurs faiblesses. Elle a surtout permis d'identifier des indicateurs socio-économiques pertinents à l'échelle du système d'activité que constituent le ménage et son exploitation agricole. Ces indicateurs permettront de construire un observatoire dans le cadre de l'initiative OAM.

Une forte résilience globale des exploitations agricoles

Grâce à ces indicateurs, les chercheurs ont mis en évidence une forte résilience globale des exploitations agricoles face aux aléas climatiques et socio-économiques. Cette résilience tient à une large diversification des activités, y compris des activités non agricoles. Elle est aussi due à une capacité d'innovation technique relativement forte des systèmes de culture et d'élevage, qui résulte de la présence historique de nombreux projets de développement dans la région.

Le maraîchage de contre-saison est l'un des modes de diversification dans la région du lac Alaotra. © Cirad E. Penot

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=41862:resilience-vulnerabilite-et-durabilite-comment-evaluer-les-systemes-agricoles-&catid=45:newsflash&Itemid=58

www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée
La Gazette de la Grande Ile

Aires marines: Gestion villageoise

16/08/2014

À Madagascar, depuis 2004, la population locale gère 580 000 hectares d'aires protégées marines le long du littoral sud-ouest, est et nord de la Grande Île. Soutenue par l'organisation pour la sauvegarde de l'environnement, Conservation International, une centaine de villages, mis en réseau, contrôle les aires et effectue un suivi écologique. Ils en tirent des revenus complémentaires particulièrement intéressants.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=41944&Itemid=57

Energie renouvelable

Seychelles NATION

Seychelles assesses future energy needs

14-August-2014



It is now a known fact and a widely accepted concept that for economical as well as ecological reasons, renewable energy is the answer to the world's future power needs.

Small island states like Seychelles are particularly concerned and vulnerable in view of continuous change in the climate pattern, caracterised by temperature and sea level rise, ice melting, erosion etc. As you read those lines, many small islands simply face the imminent risk of disappearing under the rising oceans!

As a world leader in environment protection, Seychelles has for some time now been in the forefront to create a louder and clearer voice for Small Island States on the issue, and to bring their fragile ecological situation on the world's agenda.

After numerous meetings and conferences with concerned countries, of which a last one was held this week at the Coral Strand Hotel in Beau Vallon, Seychelles seems to be ready to captain the small islands' team and champion their cause at the International Conference in Samoa at the beginning of September.

Mr Agricole addressing delegates at the workshop yesterday



On the local scene, a national campaign is underway to encourage the population to make more use of renewable energy, while the country has itself invested in wind farms, attractive financial schemes have been put into place for the purchase of energy-saving appliances.

The prime time daily television adverts also show a keen interest to develop and extend the market, though some experts believe that we are sometimes importing bad equipment from the wrong market.

What should be done in the short and middle term in order to gradually replace fossil fuel with renewable methods remains a pertinent question.
How, at what pace and at what cost is it to be done?

Energy providers such as the Public Utilities Corporation (PUC) should adapt and become more economically friendly while at the same time are being asked to reduce their power load.

The situation may seem simple from the onset. But will this not result in more fuel consumption, higher maintenance costs and the need to invest in more generators?

One solution could be to replace diesel generators with gas turbines. However, it seems that such an attempt has failed in the past.

If energy experts and environmentalists believe that renewable energy standards must be put in place in order to renew energy market growth and reduce negative environmental impacts and if the Seychelles Energy Commission is currently working in this direction, local actors remain skeptical on the matter. Some believe that the established models will not necessarily work here.

The chief executive (CEO) of PUC, Philip Morin, said that if renewable energy will permit PUC to sell less electricity units, this will logically mean a loss to the company.

“We save but we don’t sell,” the PUC boss said.
So he feels that though in an open economy we should let the market factors decide what is best, there should be a balance and we should not give the wrong impression to the people as of what is best for the country.

At the same time, Mr Morin has warned that the future will be challenging to PUC as in order

to maintain the stability of the energy network, the company will have to review its operating system.

On behalf of the Seychelles Chamber of Commerce and Industry (SCCI), its vice-chairman Dolor Ernesta has also expressed his concern. He fears that the country will lose rather than gain as the PUC will suffer more from wear and tear on its equipment which will be still needed but may be underutilised.

In a workshop organised yesterday by the Seychelles Energy Commission in the cadre of the World Bank/SIDS DOC project, consultants from German and American partner firms Energynautics and Meister Consultants Group clarified some of the uncertainties to actors in the local energy sector.

The half-day seminar had brought together technicians from the Seychelles Energy Commission itself, the Ministry of Environment and Energy, PUC, SCCI as well as private businesses.

Opening the workshop, the principal secretary for Environment and Energy Wills Agricole insisted that the transformation of the Seychelles' energy sector through the development and deployment of renewable energy resources and technologies is not "just an option but the only way".

"Seychelles is pleased to continue supporting sustainable energy to improve human development and achieve sustainable development objectives at the local and national, levels. As you may be aware, our work in the area of sustainable energy focuses on four pillars: strengthening national policy frameworks to support energy for poverty reduction, promoting rural energy services to support growth and equity, promoting clean energy technologies to mitigate climate change and increasing access to investment financing for sustainable energy. […] Seychelles has made progress in developing energy policies and programmes put in place as we try to decrease the amount of scarce foreign exchange used to purchase petroleum fuel for the provision of more than 90 percent of primary energy. More over Seychelles have made genuine ambitious commitments and have independently developed energy policies and strategies geared toward transformation to a low carbon economy," Mr Agricole said.

He concluded that we now need to build on this momentum to harness the tremendous renewable energy and energy efficiency potential of Seychelles, in order to bring modern energy services to all.

http://www.nation.sc/article.html?id=242675

www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée
La Gazette de la Grande Ile

Commune de Fandriana: Bientôt une nouvelle centrale Hydroélectrique

Vendredi, 08 Août 2014 07:56

1 million d'euros. C'est le coût de la centrale hydroélectrique actuellement en construction à Tsarazaza situé à 26 km de la commune de Fandriana dans l'Amoron'i Mania.

Les travaux seront bouclés d'ici fin août et l'électricité issue de ces installations bénéficiera à la population de Fandriana. C'est ce qui a été appris lors du déplacement de Richard Fienena, ministre de l'Energie, dans cette commune le 6 août dernier. La nouvelle centrale de 280 kW répond à l'une des principales ossatures de la future et nouvelle politique énergétique initiée par le ministère. Ladite politique sera axée sur la transition énergétique, c'est-à-dire qu'elle se focalisera sur les énergies renouvelables. Cette option offre plusieurs avantages : si elle coûte chère en investissement, elle permet d'accroître l'offre et d'afficher à terme des tarifs attractifs, elle évite aussi la pollution. Pour la centrale de Hydelec, l'investissement sera amorti d'ici 25 ans. La centrale résoudra les problèmes en fourniture d'électricité de Fandriana marquée par un rationnement de 5 h/jour réparties dans la matinée et en soirée. En effet, la commune est alimentée par une centrale thermique et vu le contexte, il est impossible pour Hydelec de réviser le tarif à la hausse. Au lieu de 1 500 Ar/kW, il est de 622 Ar (le tarif de l'électricité issue d'une centrale hydroélectrique). C'est ce qui explique le rationnement.

La centrale hydroélectrique résoudra ces problèmes. Bientôt donc, Fandriana ne connaîtra plus les délestages. Cette commune compte 900 clients et avec les demandes en attente, ce nombre sera porté à 1 000 d'ici 3 mois grâce à la nouvelle centrale hydroélectrique. Par ailleurs, le ministre a visité les installations de l'entreprise Jira sy ranon'ny Fisakana (Jirafi). Cette entreprise privée fournit de l'électricité pour 3 communes, à savoir Sahamadio, Milamaina, Fiadanana. La capacité de sa centrale hydroélectrique est de 160 kW mais les besoins de ces 3 communes sont seulement de 30 kW. Une grande partie de sa production se perd ainsi. La descente du ministre sur terrain a permis de voir ce problème de près et de réfléchir sur la stratégie à adopter. L'idée est de voir comment distribuer l'électricité produite par la Jirafi pour d'autres fokontany. Rappelons qu'auparavant, cette entreprise a desservi la ville de Fandriana mais elle n'a pas respecté certaines dispositions de son cahier des charges et a dû cesser ses activités sur cette commune. Toutefois, les tarifs de la Jirafi sont intéressants car elle utilise une centrale hydroélectrique. Un instituteur retraité affirme qu'avec deux ampoules et quelques appareils électroménagers, il paie 10 000 Ar/mois. La Jirafi est opérationnelle depuis 1982.

Avant de passer à Fandriana, le ministre a visité la centrale thermique d'Ambositra. Contrairement à d'autres localités, cette ville ne connaît pas les délestages. L'électricité fonctionne 24h/24 et 7j/7. La centrale et bien entretenur et dispose de suffisamment de pièces de rechange. 80 demandes sont actuellement en attente à Ambositra qui compte 5 610 clients.

Fanjanarivo

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=41792:commune-de-fandriana-bientot-une-nouvelle-centrale-hydroelectrique&catid=45:newsflash&Itemid=58

Pêche

Crabes de Madagascar: Alerte à la surexploitation

Dans un communiqué de presse, la Commission de l'océan Indien alerte sur la surexploitation de la filière crabe de Madagascar:



Le programme régional SmartFish financé par l'Union Européenne appuie Madagascar pour une exploitation rationnelle et durable du crabe de mangrove.

Mais au vu de la hausse dramatique des exportations de crabes de mangrove vivants depuis l'année dernière, Madagascar a décidé de mettre en place des mesures drastiques pour une exploitation rationnelle et durable de cette ressource.

Des recommandations ont été adoptées à l'issue d'une rencontre décisive organisée par le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche et le programme SmartFish les 24 et 25 juillet derniers, à Majunga.

La rencontre, qui a regroupé l'administration des pêches, les collectivités régionales et les opérateurs (pêcheurs, collecteurs, exportateurs et les ONG), a estimé que le niveau actuel des captures serait largement supérieur au potentiel maximum estimé à 7500 tonnes

. Les participants ont adopté une série de recommandations qui seront prochainement affinées et formulées par voie de décret ministériel :

Instauration d'une fermeture annuelle
Augmentation de la taille minimale à la capture
Réforme sur l'octroi des permis de collecte (avec cahier des charges)
Assainissement des permis de collecte
Mise en place d'un groupement professionnel des exploitants de crabes
Mise à jour des textes sur la gestion des crabes
Préservation des mangroves

Renforcement de la gestion et de la protection des mangroves avec le (il manque quelques ici)

Depuis l'analyse globale de la filière conduite en 2012, SmartFish a apporté une contribution significative au secteur du crabe de mangrove, notamment sur la question des pertes post-capture en promouvant l'adoption de nouvelles techniques de manipulation, de stockage et de transport des crabes 50 villages des 3 régions clés de Madagascar. Un projet pilote d'aquaculture communautaire a également été initié, ainsi qu'un appui à la réhabilitation complète de trois importants marchés à Morondava, Antsohihy et Ambanja.

Une exportation passée de 2 tonnes en 2009 à 800 tonnes en 2013

"*Jusqu'à l'année dernière, mis à part une forte pression sur certaines zones faciles d'accès, la ressource était globalement sous exploitée. Force est de constater que la pression a subitement augmenté suite à cette ouverture soudaine vers le marché chinois du crabe vivant, et nous sommes désormais devant un schéma de surexploitation et de surchauffe au niveau des marchés* ", déclare Dominique Greboval, chef du programme SmartFish.

En effet, l'exportation de crabes vivants est passée de 2 tonnes en 2009 à plus de 800 tonnes en 2013, et atteint déjà 1400 tonnes à la moitié de l'année 2014. Certains nouveaux opérateurs disposant d'une forte présence dans les régions littorales les plus enclavées sont prêts à payer le prix fort pour des crabes vivants de bon calibre, laissant ceux de taille modeste à la filière traditionnelle et créant ainsi une demande sans précédent. Les autorités et les opérateurs, dont les membres du Gexpromer (Groupement des Exportateurs de Produits de Mer), ont tiré la sonnette d'alarme.

Dans les prochains mois, le Programme SmartFish continuera de soutenir cette filière clé en donnant suite aux activités initiées depuis 2012 et en fournissant un soutien technique au MRHP pour la formulation et la mise en œuvre de nouvelles mesures de gestion de la pêcherie.

Mercredi 6 Août 2014 - 14:52

http://www.zinfos974.com/Crabes-de-Madagascar-Alerte-a-la-surexploitation_a74635.html

tribune.com MADAGASCAR

Captures de crabes de mangroves samedi 9 août 2014



L'exportation de crabes vivants est passée de 2 tonnes en 2009 à plus de 800 tonnes en 2013, et atteint déjà 1400 tonnes à la moitié de l'année 2014. Fort de l'ouverture du marché chinois, de nouveaux opérateurs disposent d'une forte présence dans les régions littorales les plus enclavées ; ils sont prêts à payer le prix fort pour des crabes vivants de bon calibre, laissant ceux de taille modeste à la filière traditionnelle et créant ainsi une demande sans précédent. Les autorités et les opérateurs, dont les membres du Groupement des Exportateurs de Produits de Mer (GEXPROMER), tirent la sonnette d'alarme au vu du potentiel maximum estimé à 7500 tonnes - une estimation considérée par les gens du métier comme obsolète car elle ne tient pas compte de la dégradation actuelle des mangroves.



Devant la hausse dramatique des exportations de crabes de mangrove vivants depuis l'année dernière, Madagascar a décidé de mettre en place des mesures drastiques pour une exploitation rationnelle et durable de cette ressource. Des recommandations ont été adoptées à l'issue d'une rencontre décisive organisée par le ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche et le programme SmartFish les 24 et 25 juillet à Majunga.



La rencontre, qui a regroupé l'administration des pêches, les collectivités régionales et les opérateurs (pêcheurs, collecteurs, exportateurs et les ONG), a estimé que le niveau actuel des captures serait largement supérieur au potentiel maximum estimé à 7500 tonnes [1].

Des recommandations ont été formulées

Les participants ont adopté une série de recommandations qui seront prochainement affinées et formulées par voie de décret ministériel :

Instauration d'une fermeture annuelle
Augmentation de la taille minimale à la capture
Réforme sur l'octroi des permis de collecte (avec cahier des charges)
Assainissement des permis de collecte
Mise en place d'un groupement professionnel des exploitants de crabes
Mise à jour des textes sur la gestion des crabes
Préservation des mangroves
Renforcement de la gestion et de la protection des mangroves

Optimisation des captures

Depuis l'analyse globale de la filière conduite en 2012, SmartFish a apporté une contribution significative au secteur du crabe de mangrove, notamment sur la question des pertes post-capture en promouvant l'adoption de nouvelles techniques de manipulation, de stockage et de transport des crabes dans 50 villages des 3 régions clés de Madagascar. Un projet pilote d'aquaculture communautaire a également été initié, ainsi qu'un appui à la réhabilitation complète de trois importants marchés à Morondava, Antsohihy et Ambanja.



« Jusqu'à l'année dernière, mis à part une forte pression sur certaines zones faciles d'accès, la ressource était globalement sous-exploitée. Force est de constater que la pression a subitement augmenté suite à cette ouverture soudaine vers le marché chinois du crabe vivant, et nous sommes désormais devant un schéma de surexploitation et de surchauffe au niveau des marchés », déclare Dominique Greboval, chef du programme SmartFish. Dans les prochains mois, le Programme SmartFish continuera de soutenir cette filière clé en donnant suite aux activités initiées depuis 2012 et en fournissant un soutien technique pour la formulation et la mise en œuvre de nouvelles mesures de gestion de la pêcherie.

Recueilli par Valis
(photos de Smartfish)

http://www.madagascar-tribune.com/Alerte,20163.html

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

Vers une pêche durable aux Comores

07/08/2014

Un bon nombre de pêcheurs serait uni dans un atelier organisé hier à l'IFERE par le projet Cogestion des Ressources Côtières pour une Subsidence Durable (CoReCSuD) en partenariat avec le ministère de la production. L'objectif est de mener une sensibilisation afin de parvenir à promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté aux Comores à travers la gestion et l'exploitation durable des ressources côtières.

Sachant que la pêche est conçue comme étant une source de richesse, le projet CoReCSuD a initié des activités dont les bénéficiaires restent les villages côtiers. Et ce, avec l'appui financier de Japon, à hauteur de 2,7 millions de dollars américains, soit plus de 950 millions de nos francs, selon le coordinateur national du Projet, pour une durée de 4 ans. La sensibilisation étant la première activité, l'équipe du projet a planifié 14 villages qui en seront bénéficiaires dont 6 à Ngazidja, 5 à Anjouan et 3 à Mohéli.

L'objectif de cette sensibilisation selon lui, est de faire en sorte que des bonnes pratiques sur la pêche soient appliquées. « Nos pêcheurs doivent savoir qu'ils ne doivent plus utiliser des dynamites ainsi que d'autres moyens de pêche qui ne font que détruire les ressources côtière, donc nous devons les sensibiliser, les accompagner afin qu'ils abandonnent ces mauvaises pratiques », lance Ibrahim Mohamed Toihir, le coordinateur national.

Commencée à Ngazidja, cette sensibilisation qui va se réaliser aussi aux autres îles, aurait touché 10 personnes pour chacun des 6 villages dont Ndroudé, Chomoni, Mbambani, Mtsamdou Wachili, Kouhani et Mandzisani. Force est de savoir que des critères spécifiques étaient nécessaires pour sélectionner les villages. Le premier consistait à tenir compte du taux de pauvreté élevée. Le deuxième critère tenait compte de l'importance du secteur de la pêche. Le troisième est relatif à l'existence d'un pilotage FADC fonctionnel. Le quatrième consistait à identifier les villages où il y a eu l'intervention de l'Ecole Nationale de Pêche (ENP).

Il y a lieu aussi d'évaluer la motivation des villageois, l'existence des formations et des ONG, mais aussi, on tenait compte des zones rurales. Il faut noter qu'après la sensibilisation au niveau national, d'autres activités sont envisagées par ce projet. Il s'agira entre autres, de la préparation participative des plans de gestion intégrée des ressources par les collectivités. Il y aura aussi les Micro-projets pour les communautés de pêcheurs artisanaux. Il y aura enfin, la gestion de projet, l'audit, le suivi et évaluation, ainsi que la communication.

Dhouria Abdou

Add a comment...

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3846

Crabe de mangrove.

Surexploité après l'ouverture soudaine du marché chinois du crabe vivant

Les donnes ont changé. Les crabes de mangroves ne sont plus désormais sous-exploités avec un niveau de capture dépassant largement le potentiel maximum estimé à 7 500 tonnes.





Les conséquences de la réhabilitation de ce marché aux crabes d'Ambanja (avant-après) sont tangibles.

Avec l'arrivée soudaine des opérateurs chinois qui ont quasiment explosé le marché en opérant dans la filière crabe vivant, l'exploitation a augmenté à une vitesse grand V. En effet, les exportations de crabes vivants de Madagascar, ont augmenté de manière plus qu'inquiétante, car ont augmenté les pressions qui pèsent sur la ressource. Désormais, nous sommes dans la surexploitation. En effet, l'exportation de crabes vivants est passée de 2 tonnes en 2009 à plus de 800 tonnes en 2013. Cette année, au terme du premier semestre, l'exportation a déjà atteint le cap des 1 400 tonnes. La forte présence de certains nouveaux opérateurs dans les régions littorales les plus enclavées, a contribué à cette situation : ces derniers mettent la barre très haut, en proposant des prix très élevés pour des crabes de bon calibre, le marché local et la filière traditionnelle se contentant des crabes de taille modeste. Ce qui a eu pour effet de créer une demande sans précédent.

Fermeture annuelle. La rencontre organisée à Mahajanga le mois dernier par le ministère des Ressources halieutiques et de la Pêche et le programme Smartfish, a été décisive dans la prise en main de la situation. C'est à l'issue de cette rencontre qui a regroupé l'administration des pêches, les collectivités régionales, les pécheurs, collecteurs et exportateurs ainsi que des ONG, que le pays a décidé de mettre en place de mesures drastiques pour une exploitation rationnelle des crabes de mangrove. L'instauration d'une fermeture annuelle et l'augmentation de la taille minimale à la capture (laquelle est actuellement de 10cm) figurent ainsi parmi les premières recommandations adoptées. De même, le permis de collecte devrait être assaini et son octroi, faire l'objet d'une réforme. Par ailleurs, la législation mérite également d'être adaptée à la situation, aussi les textes sur la gestion des crabes méritent-ils d'être mis à jour.

Les mangroves, habitat naturel des crabes, souffrent de cette situation de surexploitation. Leur préservation doit devenir une priorité et la gestion et la protection de ces mangroves, gagneraient à être renforcées.

Appui significatif. Depuis l'analyse globale de la filière, conduite en 2012, Smartfish a apporté une contribution significative au secteur crabe de mangrove à Madagascar. Le volet relatif aux pertes post-capture a particulièrement bénéficié de cet appui, avec la promotion auprès des acteurs de la filière, de l'adoption de nouvelles techniques de manipulation, de stockage et de transport des crabes dans 50 villages des 3 régions clés de Madagascar. Un projet pilote d'aquaculture communautaire a également été initié, ainsi qu'un appui à la réhabilitation complète de trois marchés aux crabes à Morondava, Antsohihy et Ambanja.

Hanitra R.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

RODRIGUES : Fermeture de la saison d'ourites demain

La cérémonie officielle se déroulera demain à 10h sur la plage publique d'Anse-aux-Anglais
Article paru dans Week-End | 17 août, 2014 - 20:00



Pour la troisième année consécutive, Rodrigues montrera la voie en matière de préservation et de conservation de la faune et de la flore marines. En effet, à partir de demain et ce, jusqu'au 20 octobre prochain, la saison d'ourites sera fermée formellement. Personne n'aura le droit de s'adonner à ces activités en mer que ce soit pour des raisons professionnelles ou même pour son plaisir personnel. Les règlements promulgués depuis trois ans déjà par la Rodrigues Regional Assembly seront mis en application dans toute leur rigueur pendant toute la Closed Season.

Le commissaire de l'Environnement et de la Pêche, Richard Payendee, a confirmé qu'une cérémonie officielle de clôture de la saison de *pik urit* se déroulera demain à 10h sur la plage d'Anse-aux-Anglais et qu'à partir de là, la population de pieuvres dans les eaux de Rodrigues pourra croître en toute tranquillité. Avec cette nouvelle fermeture, les autorités de l'île ont innové en matière de surveillance pour faire de cette opération *"un succès non seulement pour Rodrigues mais également un exemple dans la région."*

*"Cet événement, qui se déroule à Rodrigues, est suivi avec intérêt et attention sur le plan régional et même international. Nous voulons que Rodrigues serve d'exemple en matière de Sustainable Fisheries",*a fait comprendre le commissaire Payendee face à la presse.

Pendant ces deux mois, la mer à Rodrigues sera placée sous haute surveillance. Ainsi, 45 superviseurs ont été recrutés par le *Rodrigues Council of Social Services*(RCSS). Ces superviseurs, qui ont suivi des cours de formation d'une durée de trois semaines, viendront prêter main-forte au personnel des Pêcheries et de la *National Coast Guard* (NCC) pour faire respecter le couvre-feu dans la pêche aux ourites. En sus, quelque 200 pêcheurs, qui se retrouveront hors circuit ont également été embrigadés dans la même mission de surveillance.

Le commissaire de l'Environnment et de la Pêche a ajouté que des lacunes notées dans le système seront comblées au fur et à mesure. Il a annoncé la mise en place de miradors de contrôle avec des caméras de surveillance pour un meilleur contrôle des activités en mer. Les

dotations nécessaires devront être annoncées dans le prochain budget, qui sera présenté à l'Assemblée régionale de Rodrigues en septembre au plus tard.
"Avec les deux précédentes fermetures de saison, nous avions obtenu des résultats encourageants. Les statistiques officielles démontrent qu'en 2011, pour la première Octopus Closed Season*, nous avions exporté 250 tonnes et l'année suivante, le volume est passé à 570 tonnes, soit plus de deux fois. L'année dernière, 561 tonnes ont été exportées. Ce chiffre s'explique par le fait que bon nombre de pêcheurs ont préféré faire sécher leurs prises pour les conserver avant de les mettre sur le marché à Rodrigues",*a déclaré le commissaire de l'Environnement et de la Pêche, en guise de bilan.
Richard Payendee a pousuivi en soulignant que les effets de la fermeture de la saison se traduisent également par des ourites de plus grande taille aussi bien que des retombées positives sur les bancs de poisson. Plus d'un millier de pêcheurs sont concernés par la cette *Closed Season*. Il a brossé un tableau du redéploiement des pêcheurs sur le plan des activités dans différents domaines avec des cours d'initiation dans le secteur de la santé ou encore la reconversion dans le ramassage et le tri des déchets en verre, en plastique et en papier en vue d'un projet de recyclage. Des contacts ont déjà été engagés avec une entreprise à Maurice pour encadrer cette initiative.
"Au terme de ce partenariat, chaque famille à Rodrigues sera dotée de poubelles pour faciliter le tri des déchets en vue de la transformation soit en objets de décoration ou d'art ou encore pour la confection de meubles", a dit le commissaire, qui a également fait allusion à la génération d'énergie électrique à partir des déchets ménagers.

http://www.lemauricien.com/article/rodrigues-fermeture-la-saison-d-ourites-demain

Santé

L'Express DE MADAGASCAR
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE
Portail d'informations et d'analyses sur Madagascar

Virus ebola – Réunion d'urgence à Ivato



19.08.2014

Pour prévoir toute éventualité d'entrée du virus Ebola à Madagascar une réunion d'urgence s'est tenue hier à Ivato. Les détails des discussions restent pour l'heure décousus.

Une poussée de fièvre. Le niveau de prévention des risques sanitaires à l'aéroport d'Ivato pourrait voir ses voyants passer au rouge à partir de ce jour. Une « réunion d'urgence » s'est tenue durant la soirée d'hier dans les locaux administratifs de l'aéroport international pour mettre au point une stratégie afin de parer à l'éventualité que le virus Ebola sonne aux portes des frontières Malgaches.
Le ministère de la Santé publique, la branche locale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'institut Pasteur, l'Aéroport de Madagascar (ADEMA), la police nationale, notamment, celle des frontières et la gendarmerie nationale auraient pris part à la réunion.
« Nous avons effectivement tenu une réunion à Ivato. Aucune communication officielle n'est prévue pour l'instant. Nous publierons un communiqué de presse sur les mesures prises », a juste déclaré Philémon Tafangy, secrétaire général du ministère de la Santé publique, joint au téléphone.
Les informations qui ont filtré de la réunion indiquent néanmoins qu'« un renforcement du dispositif sanitaire à l'aéroport d'Ivato » serait prévu. Dans cette optique, les explications avancent qu'une mesure « drastique » qui consiste à ce que « tous les passagers des vols étrangers provenant de l'Afrique de l'Ouest et des zones à risque passent un contrôle sanitaire ». Par conséquent, un renforcement du dispositif sanitaire de l'aéroport international, qui selon une source ministérielle « est souvent contourné par les passagers » serait prévu.

Rassurant

Outre l'aéroport d'Ivato, d'autres considérés comme les portails internationaux de Madagascar seront également sous le coup des mesures prévues par la réunion d'hier. Ceux de Toamasina, Nosy-Be, Sainte-Marie et Tolagnaro seraient concernés. Malgré la discrétion entretenue autour de la teneur des discussions d'hier, jusqu'ici, il est probable que cette « réunion d'urgence » découle de la visite inopinée à l'aéroport d'Ivato de Roger Kolo,

Premier ministre et à la fois ministre de la Santé publique, dans la soirée de samedi.
Le communiqué de presse de la primature rapporte que le Chef du gouvernement a reconnu que « le suivi sanitaire à l'aéroport d'Ivato a besoin d'un redressement urgent ». Néanmoins, l'écho de la réunion d'hier se veut rassurant. Un des participants contacté a indiqué que « ce n'était qu'un rappel à l'ordre, il n'y a pas lieu de paniquer. La réunion a surtout été initiée dans le cadre d'une mesure préventive, pour renforcer la surveillance de nos frontières. De plus il y a été discuté qu'il n'y a pas que le virus Ebola, mais aussi d'autres risques d'épidémie, tout aussi dangereux, qu'il faut surveiller ».
Le même ton tendant à rassurer l'opinion émane du ministère de la Santé. Selon un responsable de ce département, « pour l'instant, il n'y a aucun risque que Madagascar soit touché par l'épidémie Ebola. Cela ne nous empêche pas pour autant de renforcer les préventions, surtout aux frontières ». Lors d'un point de presse à l'issue d'une première « réunion d'urgence » sur le fléau de la fièvre hémorragique, le 6 août, le Premier ministre lui aussi a tenu à rassurer la population de la Grande île, soutenant que « Le risque de voir la maladie survenir à Madagascar est relativement minime, du fait de son éloignement géographique par rapport aux pays touchés ».
Garry Fabrice Ranaivoson

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/virus-ebola-reunion-durgence-a-ivato-15999

Zinfos974.com le journal qui ozE

Ebola: Le risque d'importation du virus dans la région "faible"

Afin de prévenir l'importation du virus Ebola dans la zone, la COI informe dans un communiqué de presse faciliter la concertation des services sanitaires de la région:

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Face à l'épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd'hui quatre pays de l'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria), l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI) a réuni au cours d'une téléconférence ce jeudi 7 août les responsables de la veille sanitaire des Etats membres de la COI.

Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place.

L'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI prévoit d'ores et déjà d'organiser de nouvelles réunions impliquant l'ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l'Organisation mondiale de la Santé -OMS, Institut Pasteur de Madagascar…).

Le suivi de l'épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l'UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet "Veille Sanitaire océan Indien", financé par l'Agence française de développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau "SEGA one Health".

La maladie à virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé.
A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas dont 932 décès.

Aucun cas suspect recensé dans la zone

Le comité d'urgence de l'OMS, a annoncé ce 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.

Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Vendredi 8 Août 2014 - 16:34
http://www.zinfos974.com/Ebola-Le-risque-d-importation-du-virus-dans-la-region-faible_a74722.html

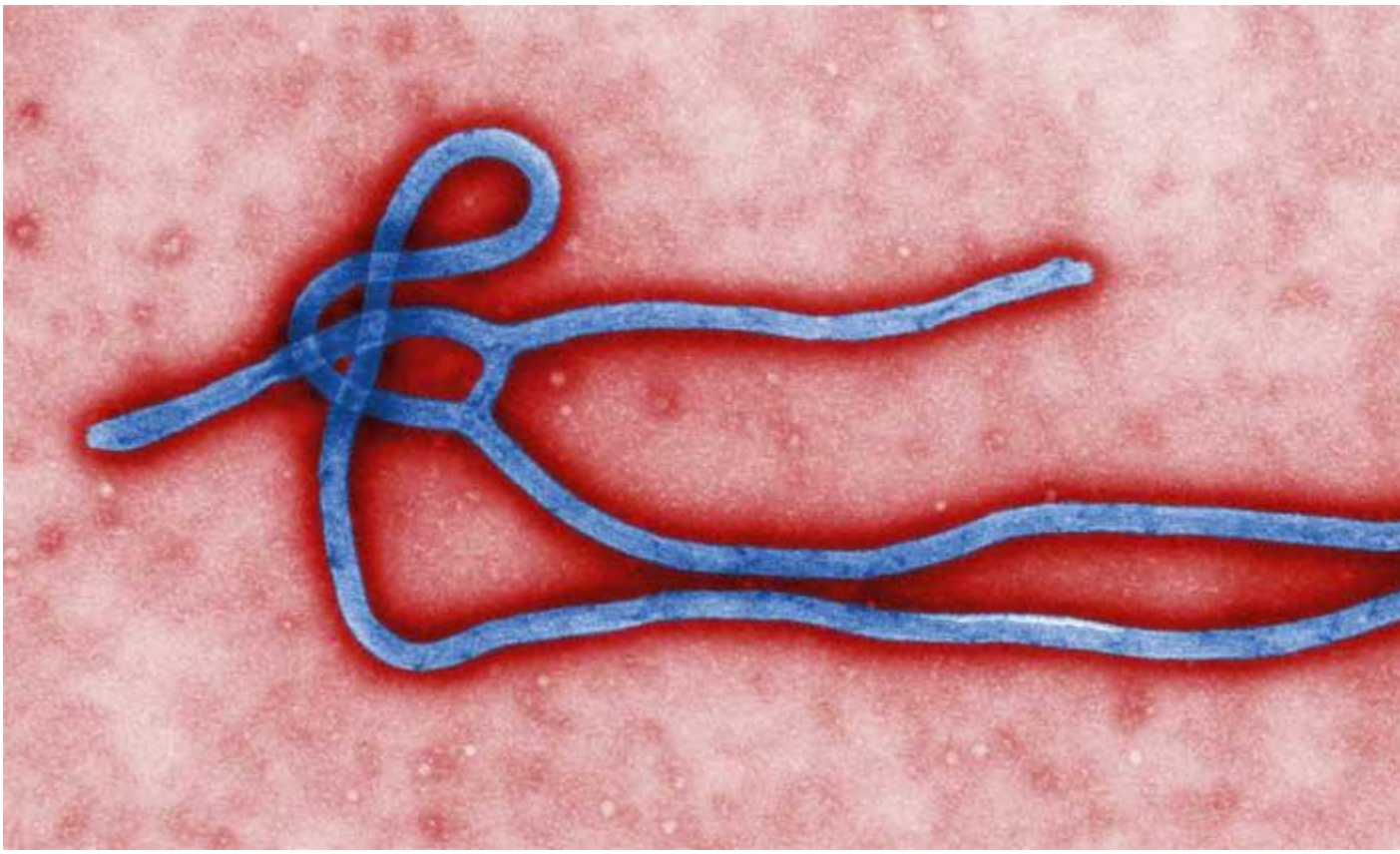
Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Ebola : veille sanitaire dans l'océan Indien

Urgence de santé publique de portée mondiale selon l'OMS

vendredi 8 août 2014

La COI facilite la concertation des services sanitaires de la région pour prévenir l'importation du virus Ebola.



Face à l'épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd'hui quatre pays de l'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria), l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI) a réuni au cours d'une téléconférence ce jeudi 7 août les responsables de la veille sanitaire des Etats membres de la COI.

Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place.

L'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI prévoit d'ores et déjà d'organiser de nouvelles réunions impliquant l'ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l'Organisation mondiale de la Santé -OMS, Institut Pasteur de Madagascar…).

Le suivi de l'épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l'UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet « Veille Sanitaire océan Indien », financé par l'Agence française de développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau « SEGA one Health ».

La maladie à virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé.
A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas dont 932 décès.

Le comité d'urgence de l'OMS, a annoncé ce 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.
Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

http://www.temoignages.re/politique/sante/ebola-veille-sanitaire-dans-l-ocean-indien,79684.html

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

Ebola : Le risque d'importation du virus dans la région "faible"

- publié le 8 août 2014
- 17h33

Le Journal de l'Île de la Réunion



Réduire Augmenter Imprimer Favori Commenter
Share on mailto Share on facebook Share on print Share on email More Sharing Services 0

Face à l'épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd'hui quatre pays de l'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria), l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI) s'est réuni hier

Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place.

L'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI prévoit d'ores et déjà d'organiser de nouvelles réunions impliquant l'ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l'Organisation mondiale de la Santé -OMS, Institut Pasteur de Madagascar…).

Le suivi de l'épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l'UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet "Veille Sanitaire océan Indien", financé par l'Agence française de développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau "SEGA one Health".

La maladie à virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé. A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas dont 932 décès

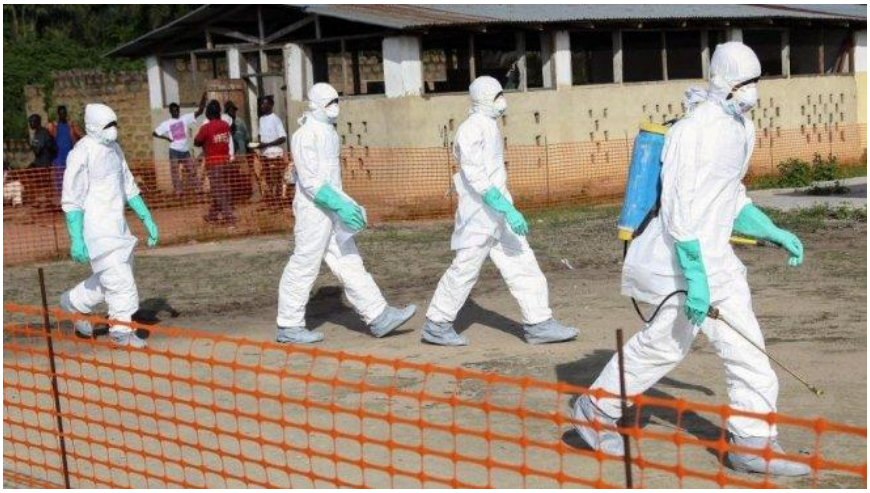
http://www.clicanoo.re/433105-ebola-le-risque-d-importation-du-virus-dans-la-region-faible.html

Réunion 1ere

La COI face à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola

- Par Gilbert Hoair
- Publié le 08/08/2014 | 17:24, mis à jour le 08/08/2014 | 18:38

L'OMS considère depuis ce vendredi l'épidémie comme une urgence de santé publique de portée mondiale. Une action internationale est essentielle pour arrêter la propagation du virus Ebola. La COI se mobilise.



© Maxppp Des secours préparent l'enterrement d'une victime du virus ebola au Libéria en juillet 2014

Les responsables de la veille sanitaire des pays **membres de la COI** se sont réunis en téléconférence ce jeudi pour faire le point sur la situation.

Le virus Ebola affecte aujourd'hui quatre pays d'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria) mais on ne peut écarter l'arrivée d'un voyageur malade de la fièvre hémorragique dans la zone Océan Indien.Il s'agit de l'une des maladies virales les plus virulentes connues pour l'homme et pour laquelle il n'y a pas encore de traitement fiable.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI pour mobiliser en 48 heures, à la demamande d'un état membre les laboratoires et les épidémiologistes du réseau "**SEGA one Health**"

L'UVS, l'Unité de veille sanitaire de la COI, diffusera désormais chaque semaine un point sur l'étendue de l'épidémie à destination des pays membres.

Dans un communiqué publié ce vendredi la COI estime : « *Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.* »

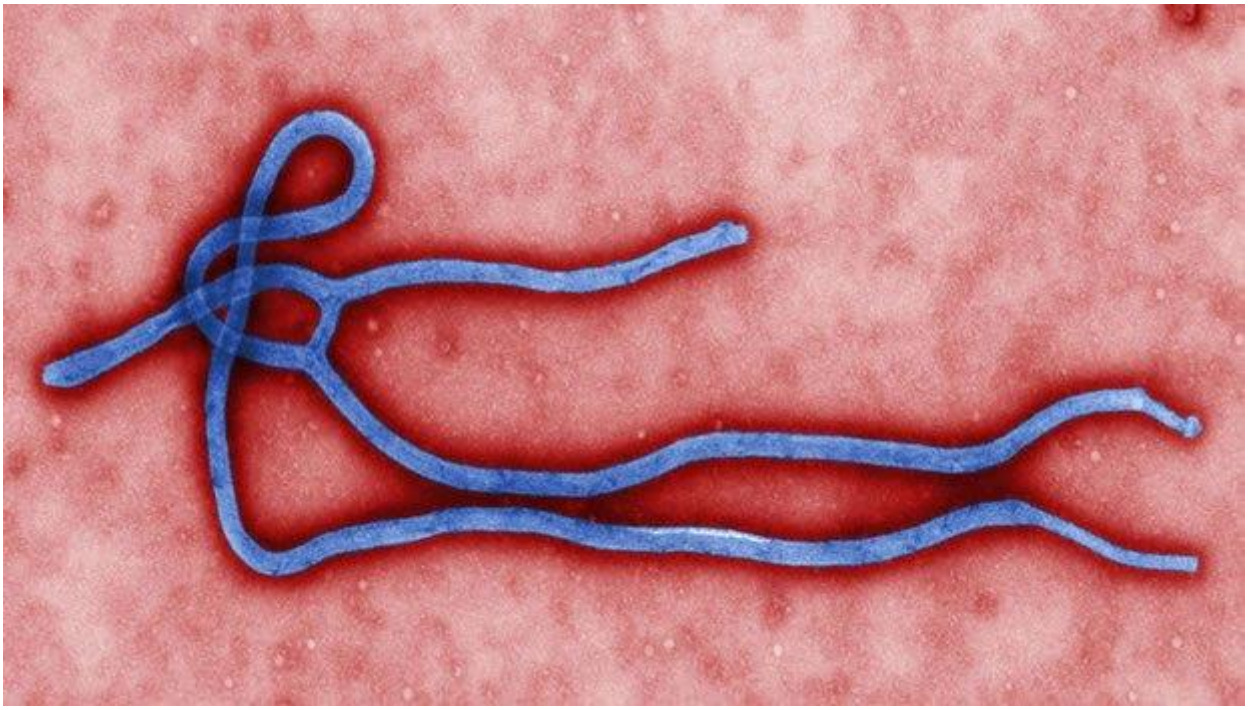
Le renforcement de la veille sanitaire sera un des thèmes abordés lors du 4eme sommet de la COI qui se tiendra le 23 août au Comores sous la présidence de François Hollande..

A La Réunion le réseau de santé a été informé et se tient prêt à toute éventualité. Dans la population, en général, c'est le sentiment de crainte qui domine.

http://reunion.la1ere.fr/2014/08/08/la-coi-face-l-epidemie-de-fievre-hemorragique-ebola-175174.html

Ebola : la COI suit de près l'épidémie

LINFO.RE – créé le 8.08.2014 à 18h05 – mis à jour le 8.08.2014 à 18h05



SIPA

Aucun cas recensé dans la zone et un risque d'importation du virus jugé faible. Le virus Ebola fait l'objet d'une surveillance particulière dans l'océan Indien.

Alors que l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) a décrété ce vendredi la mobilisation mondiale face au virus Ebola, la Comission de l'Océan Indien (COI) s'organise pour faciliter la concertation des services sanitaires et la prévention de l'importation du virus.

La fièvre Ebola affecte à ce jour quatre pays de l'Afrique de l'Ouest. Guinée Conakry, Nigeria, Sierra Leone et Liberia. Ces deux derniers pays ont d'ailleurs déjà procédé à la mise en quarantaine de plusieurs villes. Depuis le début de l'épidémie, près de 1 000 décès ont été enregistrés.

Dans la zone, le risque d'importation de la maladie est considéré comme faible par les autorités sanitaires. Les services s'organisent toutefois. L'Unité de veille sanitaire de la

Commission de l'océan Indien (COI) a réuni au cours d'une téléconférence ce jeudi 7 août les responsables de la veille sanitaire des États membres de la COI.

Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place.

De nouvelles réunions seront organisées. Le suivi de l'épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l'UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet "Veille Sanitaire océan Indien", financé par l'Agence française de développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau "SEGA one Health".

Le comité d'urgence de l'OMS, a annoncé ce 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.

Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

http://www.linfo.re/ocean-indien/649214-ebola-la-coi-suit-de-pres-l-epidemie

le JDM

Ebola: la Commission de l'océan Indien se prépare à toute éventualité

Publié le Dimanche 10 août 2014 à 5:30
Aucun commentaire

La mobilisation face au virus Ebola monte encore d'un cran alors que l'organisation mondiale de la santé (OMS) lance une alerte mondiale. Dans notre région, la Commission de l'océan Indien s'organise.



Intervention sanitaire en Guinée (Crédit photo: OMS)

Dans le monde entier, le virus Ebola* oblige les états et les organisations sanitaires à se préparer à affronter l'éventualité de patients porteurs du virus Ebola sur leur sol. Dans notre région, après les réunions des Agences de Santé (ARS) de La Réunion et Mayotte sur la question, c'est à présent à l'échelle régionale que l'on discute.

Ce jeudi 7 août, l'unité de veille sanitaire (UVS) de la Commission de l'océan Indien (COI) a tenu une téléconférence réunissant les responsables des organisations de santé des états membres, Madagascar, les Comores, les Seychelles, Maurice et la France. Chez nous, le risque d'importation de la maladie est considéré comme «faible». Les états directement concernés par la propagation du virus sont en Afrique de l'ouest et donc très éloignés. Nos échanges avec ces pays sont également limités voire inexistants.

Seules, les Seychelles ont été confrontées à une situation particulière, liée aux matchs éliminatoires de la CAN 2015, la Coupe d'Afrique des nations de football. Le pays a interdit à l'équipe de la Sierra Leone de venir sur son sol disputer une rencontre, préférant l'élimination de la compétition par forfait à la gestion d'un risque potentiel.

50.000 € débloqués par la COI



Le virus Ebola se transmet après un contact avec du sang et des sécrétions humaines infectées mais aussi des organes ou des liquides biologiques d'animaux malades (Crédits photo: OMS)

Cette téléconférence visait surtout à faciliter la concertation entre des différents services sanitaires qui ont déjà l'habitude de collaborer sur d'autres sujets. Avec le réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur un renforcement de la surveillance déjà en place. Il a été convenu que chaque semaine le Bulletin de veille océan Indien diffuserait des informations sur le suivi de l'épidémie à l'échelle mondiale et les mesures de contrôles dans notre région.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, financée par l'Agence française de développement. En cas de besoin et à la demande d'un Etat membre, la COI pourra ainsi mobiliser en 48 heures les laboratoires et les épidémiologistes du réseau « SEGA one Health ».
Il convient de rappeler qu'à ce jour, aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Journal de Mayotte
http://lejournaldemayotte.com/une/ebola-la-commission-de-locean-indien-se-prepare-a-toute-eventualite/

Le risque d’importation du virus reste "faible" dans la régionLa COI s’organise face à la menace Ebola



Sang

Face à l’épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd’hui quatre pays de l’Afrique de l’ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria), l’unité de veille sanitaire de la Commission de l’océan Indien (COI) a réuni au cours d’une téléconférence ce jeudi 7 août les responsables de la veille sanitaire des Etats membres de la COI. Toutefois, le risque d’importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible et aucun cas suspect n’a été recensé dans le sud-ouest de l’océan Indien.

Au cours de cette téléconférence du réseau de surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place.

L’unité de veille sanitaire (UVS) de la COI prévoit d’ores et déjà d’organiser de nouvelles réunions impliquant l’ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l’Organisation mondiale de la Santé, Institut Pasteur de Madagascar…).

Le suivi de l’épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l’UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet " Veille sanitaire océan Indien ", financé par l’Agence française de développement, pour mobiliser en

48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau " SEGA one Health ".

La maladie à virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé.

A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas dont 932 décès. Le comité d'urgence de l'OMS, a annoncé ce 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.

Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.
http://reunion.orange.fr/news/ocean-indien/la-coi-s-organise-face-a-la-menace-ebola,1911934.html

lexpress.mu
online. ontime.

La COI débloque 50 000 euros pour la prévention de l'importation du virus Ebola



Par La Rédaction
10 Août 2014
La commission de l'océan Indien (COI) a décidé de réagir à l'épidémie de virus Ebola qui affecte quatre pays de l'Afrique de l'Ouest. Face à cette menace, la commission a réuni au cours d'une téléconférence, le jeudi 7 août, les responsables de la veille sanitaire de ses Etats membres. Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de surveillance déjà mises en place.

Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI via le projet *«Veille Sanitaire océan Indien»*, financé par l'Agence française de développement. L'objectif est de réussir à mobiliser, en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau *«SEGA one Health»*.

Le suivi de l'épidémie sera assuré par l'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI, et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille océan Indien.

Le virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé. Au 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas détectés, dont 932 décès. A ce jour, aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Le comité d'urgence de l'OMS avait annoncé le 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.
http://www.lexpress.mu/article/250725/coi-debloque-50-000-euros-pour-prevention-limportation-virus-ebola

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

11/08/2014

La COI se mobilise contre le virus Ebola

Like 1 Tweet 0 Pin it Share

Suite à l'épidémie du virus Ebola qui affecte quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, l'unité sanitaire de la Commission de l'Océan Indien a réuni les responsables des Etats membres de cette structure sanitaire pour renforcer la surveillance.

Face à l'épidémie du virus Ebola qui sévit aujourd'hui dans quatre pays de l'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria), la Commission de l'Océan Indien (COI) a réuni, au cours d'une téléconférence jeudi dernier, les responsables de la veille sanitaire des Etats membres de l'organisation sous-régionale.

Au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des Epidémies et de Gestion des Alertes (SEGA), les services nationaux se sont concertés sur les mesures de prévention, de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place. « L'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI prévoit d'ores et déjà d'organiser de nouvelles réunions impliquant l'ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l'Organisation mondiale de la Santé -OMS, Institut Pasteur de Madagascar…) », peut-on lire dans un communiqué de la COI.

Lors de cette réunion, les responsables de cette structure sanitaire de la COI ont annoncé que le suivi de l'épidémie du virus Ebola sera assuré par l'UVS de la COI et diffusé chaque semaine au sein du réseau SEGA via le Bulletin de veille Océan Indien. « Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet « Veille Sanitaire océan Indien », financé par l'Agence Française de Développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau "SEGA one Health" », précise ce communiqué.

Pour rappel, le virus Ebola se caractérise par une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé. A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'OMS faisait état de 1711 cas dont 932 décès. « Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour, aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien », stipule communiqué de la COI. Le comité d'urgence de l'OMS a annoncé ce 8 août que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclut toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3862

COI : Surveillance accrue face au virus Ebola

Août 12th, 2014

Le réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA) et les services nationaux se sont concertés sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place, face à l'épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd'hui 4 pays de l'Afrique de l'ouest. Une première enveloppe de 50 000 euros a été débloquée par la COI, via le projet « Veille Sanitaire océan Indien », financée par l'Agence française de développement, pour mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau « SEGA one Health ». Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Anjara Rasoanaiv

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2014/08/12/coi-surveillance-accrue-face-au-virus-ebola/

Al-watwan du 11/08/2014

Coi : concertation pour prévenir l'importation du virus Ebola

Les responsables de la veille sanitaire des Etats membres de la Commission de l'Océan indien (Coi) ont été réunis en téléconférence; jeudi 7 août, par l'Unité de veille sanitaire de l'organisation régionale pour discuter de l'avancée de l'épidémie de maladie à virus Ebola qui affecte aujourd'hui quatre pays de l'Afrique de l'ouest (Guinée Conakry, Sierra Leone, Liberia et Nigeria).

Selon un communiqué de la Coi, les services nationaux se sont concertés, au cours de cette téléconférence du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (Sega), sur les mesures de contrôle et de renforcement de la surveillance déjà mises en place. L'Unité de veille sanitaire (Uvs) de la Coi prévoit d'ores et déjà d'organiser de nouvelles réunions impliquant l'ensemble des services de veille sanitaire et des partenaires du réseau (bureaux pays de l'Oms, Institut Pasteur de Madagascar…).

Le communiqué a précisé que le suivi de l'épidémie de maladie à virus Ebola sera assuré par l'Uvs de la Coi et diffusé chaque semaine au sein du réseau Sega via le Bulletin de veille océan Indien. Une première enveloppe de 50.000 euros a été débloquée par la Coi, via le projet «Veille Sanitaire océan Indien», financé par l'Agence française de développement, pour être en mesure de mobiliser en 48 heures, à la demande d'un Etat membre, les laboratoires et les épidémiologistes du réseau «Sega one health».

La maladie à virus Ebola est une fièvre hémorragique transmissible uniquement par contact direct avec les fluides corporels des malades (sang, sueur, urine….) ou par contact avec du matériel médical contaminé.

A la date du 4 août, le dernier bulletin de l'Oms faisait état de 1.711 cas dont 932 décès.

Le comité d'urgence de l'Oms a annoncé, le 8 août, que l'épidémie était sans conteste une urgence de santé publique de portée mondiale. Le comité exclu toutefois des restrictions sur les voyages internationaux ou sur le commerce international.

Le risque d'importation du virus dans la région est considéré par les instances internationales comme faible. A ce jour aucun cas suspect n'a été recensé dans le sud-ouest de l'océan Indien, indique la note d'information de la Coi.

Coopération

tribune.com MADAGASCAR

Coopération USA-Madagascar contre la piraterie maritime

Vers l'établissement d'une stratégie de sécurité

mardi 19 août 2014

Une délégation du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) rattaché au Département d'Etat est dans nos murs ; elle a effectué des visites de courtoisie auprès de quelques membres du gouvernement ce lundi 18 août 2014. Avec ses partenaires malgaches, le CESA organise ce mardi 19 août au cercle mess de Soanierana une journée consacrée à la sécurité maritime. Ce colloque portera principalement sur l'intérêt crucial d'élaborer une stratégie nationale de sécurité maritime ; les Américains et les Malgaches apporteront les réponses stratégiques aux menaces émanant du domaine maritime et la pêche illégale, non-déclarée et non-réglementée. Les présentations seront faites par le Dr Assis Malaquias et Kirsty McLean, chargés des programmes à la US Navy Africa, et d'autres experts locaux et internationaux.

Outre ce symposium, cette délégation du CESA poursuivra les visites de courtoisie aux autorités gouvernementales. Une rencontre avec le personnel de l'ambassade américaine, et une réunion avec tous les anciens auditeurs du CEDS sont à son agenda. La délégation du CESA a déjà été reçue par le ministre des Transports, Ulrich Andriatiana, et le ministre des ressources halieutiques, Ahmad.

D'après le ministre Ulrich Andriatiana, il ne s'agit pour l'instant que d'un premier pas dans le partenariat pour renforcer les capacités locales et de faire l'inventaire des moyens à disposition. La sécurité maritime est à beaucoup d'égards, le garant de la sécurité intérieure et de la lutte pour la protection des ressources aussi bien marine que continentale. Dans la même perspective, il faut noter que Madagascar est en train d'entretenir des relations de coopération maritime avec les Seychelles qui dispose d'une flotte assez conséquente en mesure de surveiller la circulation marine. Les grands investissements pétroliers et gaziers off-shore et la circulation dans le canal de Mozambique et dans la Corne de l'Afrique nécessitent une sécurité maximale. Les compagnies d'assurance sont très exigeantes à ce propos selon des spécialistes du domaine et des proches des chantiers d'exploration dans cette partie occidentale de l'océan indien.

Cette visite du CESA intervient après le séjour exceptionnel de la délégation malgache du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) aux Etats-Unis, dont une partie non négligeable a été composée d'officiers supérieurs et d'officiers généraux des différentes promotions du CEDS. La Chine elle aussi veut apporter sa contribution dans la lutte contre les prédateurs des ressources du littoral marin malgache et contre les trafiquants de bois de rose ; c'est l'essentiel des propos de l'ambassadeur chinois avec le ministre de la Pêche, Ahmad.

Recueilli par Raw

http://www.madagascar-tribune.com/Vers-l-etablissement-d-une,20184.html

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

Tuesday, 19 August 2014 12:01

Intégration régionale – La zone de libre-échange : 26 pays africains sur la bonne voie

Written by Kervin Victor



Photo de famille des chefs d'état et de gouvernement de la SADC, à Victoria Falls, au Zimbabwe.

Le Sommet de la SADC, qui a eu lieu à Victoria Falls, au Zimbabwe, a pris fin dimanche. Parmi les retombées de cet événement annuel, notons la progression des négociations sur la mise sur pied d'une zone de libre-échange réunissant 26 pays africains.
Cette zone de libre-échange sera composée des trois blocs régionaux africains, à savoir la Southern African Development Community (SADC), le Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) et la East African Community (EAC), réunissant la moitié des pays de l'Union africaine avec un marché de 600 millions d'habitants.

Et, représentant un produit domestique de l'ordre de 1 trillion de dollars américains. Le processus d'intégration tripartite doit être axé autour de trois piliers notamment, l'intégration au marché basé sur le concept d'une zone de libre-échange, le développement des infrastructures pour améliorer la connectivité et la réduction des coûts pour les affaires ainsi que le développement industriel pour répondre aux contraintes de capacité de production.

Maurice pourrait étendre son champ d'action
L'établissement d'une telle zone devrait permettre à Maurice d'étendre son champ d'action, dans le cadre de sa diversification économique. Étant donné les caractéristiques spécifiques des petits États insulaires en développement, tels que l'isolement physique, la dispersion géographique, les petits marchés intérieurs, la dépendance à quelques produits, le cadre tripartite est considéré comme une initiative appropriée qui aidera à maintenir leur niveau d'exportation. Les États insulaires bénéficieront du corridor maritime actuellement en cours d'élaboration par la Commission de l'océan Indien, qui ouvrira la voie vers le continent

africain.

Lancement de la zone en 2015

Le directeur du commerce, de l'industrie, des finances et de l'investissement de la SADC Boitumelo Gofhamodimo a déclaré, à la veille du Sommet des chefs d'État et de gouvernement, que « nous nous attendons à conclure les négociations d'ici la fin de l'année. C'est un accord qui est très important dans le renforcement des échanges et de l'approfondissement de l'intégration ». Boitumelo Gofhamodimo estime qu'en plus, d'offrir un plus grand marché, cette zone de libre-échange permettra aux pays d'Afrique orientale et australe d'harmoniser leurs politiques commerciales. Lawrence Tax, la secrétaire exécutive de la SADC, a dit que si tout se passe bien, la zone de libre-échange pourrait être lancée en 2015.

Mugabe demande aux pays de la SADC de réduire leur dépendance aux aides étrangères

Intervenant lors du Sommet, dimanche, le nouveau Chairman de la SADC, Robert Mugabe, a lancé un appel aux pays subsahariens pour réduire leur dépendance aux aides étrangères et de faire une meilleure utilisation de leurs ressources naturelles. « Notre région possède d'abondantes ressources qui, au lieu d'être vendues à l'état brut à des prix très bas, doivent être exploitées...

Pourquoi ne pas ajouter de la valeur aux produits que nous exportons », a-t-il dit. Mugabe a déclaré qu'il est nécessaire pour la SADC de se concentrer sur les interventions qui ont le plus grand impact sur le sort des 277 millions habitants qu'elle abrite. « Comment pouvons-nous prétendre fièrement que la SADC est notre organisation alors que près de 60 % des programmes sont financés extérieurement ? » a-t-il lancé.

- See more at: http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-economie/item/58138-integration-regionale-la-zone-de-libre-echange-26-pays-africains-sur-la-bonne-voie.html#sthash.oBUX0psB.dpuf

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-economie/item/58138-integration-regionale-la-zone-de-libre-echange-26-pays-africains-sur-la-bonne-voie.html

Environnement

www.LeMatinal.com

Campagne pour lutter contre le changement climatique

19/08/2014 07:03:00 Lematinal News Service



Les variations climatiques et la montée du niveau de la mer accentuent l'érosion des plages d'où la nécessité d'actions urgentes.

Erosion des zones côtières : Une campagne de sensibilisation sur le changement climatique et l'adaptation dans les zones côtières de Maurice sera bientôt lancée par le ministère de l'Environnement, en collaboration avec Rogers Group and the Reef Conservation. Elle s'inscrit dans le cadre du changement climatique, de l'éducation et de la stratégie de communication et du plan d'action pour lutter contre le changement climatique. Ce cadre a été conçu pour informer, éduquer et impliquer tous les citoyens dans la lutte contre le changement climatique.

Les objectifs stratégiques sont, notamment d'améliorer l'accès pour le public à l'information sur le changement climatique ainsi que la sensibilisation et l'éducation sur le changement climatique, entre autres. Par conséquent, la campagne vise à améliorer l'accès à l'information sur le changement climatique, la participation du public et l'engagement dans la lutte contre le changement climatique.

Le problème de l'érosion s'est accentué au fil des années en raison de l'action conjuguée des phénomènes naturels rares et des activités humaines, notamment le développement rapide du littoral, les travaux de construction réalisés sur les plages et l'extraction du sable du lagon à des fins de construction. Les actions entreprises jusqu'ici pour lutter contre l'érosion des plages comprennent, entre autres, des travaux de comblement, la mise en place des gabions,

l'installation d'épis, la construction de murs de revêtement, l'enlèvement de casuarinas sur la partie dynamique des plages, et la mise en oeuvre d'une politique pour faire baisser la

construction de structures en béton. L'expérience a montré que l'installation de gabions sur les plages n'a pas donné les résultats escomptés, indique-t-on au sein du ministère. Ils ont été abîmés dans un temps relativement court par le passage régulier des baigneurs et le mouvement des vagues. Ce mode de protection ne convient pas aux plages publiques en raison du grand nombre de personnes qui se rendent à la mer chaque weekend. Les cas les plus connus sont ceux de Flic-en-Flac et Rivières-de-Galets. Il convient de trouver des méthodes de protection plus robustes telles que les revêtements en pierre, comme recommandé dans le rapport Bairds, ou l'aménagement de brisants artificiels.

Par ailleurs, les variations climatiques et la montée du niveau de la mer découlant de ce phénomène accentuent l'érosion des plages d'où la nécessité d'actions urgentes. Les mesures à court terme prises jusqu'ici pour protéger et pour réhabiliter les plages ne constituent pas une solution durable permettant de lutter efficacement contre le mouvement des vagues et les tsunamis.

Conformément au programme d'adaptation au changement climatique du ministère de l'Environnement, il importe de trouver des moyens plus efficaces telles l'installation de briselames dans le lagon et la restauration de la barrière corallienne afin d'atténuer l'impact des vagues sur les plages.La construction de briselames dans le lagon nécessitera au préalable des études approfondies ainsi que la mise en place d'un programme de renforcement des capacités destiné au personnel du ministère de l'Environnement.

La formation devra porter sur les procédures d'évaluation et la conception des projets de protection. Pour disposer de telles compétences, Maurice devra compter sur l'aide de pays disposant de l'expérience nécessaire dans ce domaine.

http://www.lematinal.com/news/local/4822-campagne-pour-lutter-contre-le-changement-climatique.html

www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée
La Gazette de la Grande Ile

Biodiversité: Une vraie politique nationale s'impose

Vendredi, 08 Août 2014 08:01

Considéré comme un sanctuaire de la Nature, Madagascar figure parmi les pays les plus riches en biodiversité.

Mieux encore, le taux d'endémicité tant au niveau de la faune que la flore est très élevé et peut aller jusqu'à plus de 85%. Pourtant, les différents régimes qui se sont succédé à Madagascar n'ont pas pu conserver comme il faut ces richesses naturelles qui auraient pu contribuer au développement du pays, du moins dans l'écotourisme. En fait, il n'y a jamais eu de vraie politique nationale relative à ces ressources naturelles, malgré la multiplication des réserves naturelles et des parcs nationaux. En effet, personne ne respecte ni ne préserve les aires protégées chez nous, car leur création n'a pas toujours contribué à l'enrichissement des communautés locales. Au contraire, c'est aux alentours de ces endroits paradisiaques que l'on rencontre le plus souvent une misère sans précédent. Tout d'abord, ces gens qui sont en majeure partie des illettrés n'ont pas pu tirer profit de la manne financière qui est à leur portée. Ils sont obligés de se contenter des ressources naturelles que la nature leur offre tels que les bois et les différentes plantes médicinales. Et puis, les gens de la ville, les « protecteurs » de la nature débarquent et leur demandent d'arrêter de couper les arbres (leur unique source d'énergie) et de préserver la flore. Des techniciens écolos qui ne supportent certainement pas un délestage de douze heures de temps. Alors, une politique générale sur la sauvegarde de la nature qui va prendre en considération aussi les communautés environnantes des aires protégées s'impose.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=41801&Itemid=55